

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

Projet de loi approuvant la Convention conclue à Bruxelles, le 25 juillet 1921, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg et établissant une Union économique entre les deux pays ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HYMANS.

MESSIEURS,

I.

La Convention du 25 juillet 1921 a été accueillie avec sympathie par l'opinion publique.

Elle vient d'être, après de longs et minutieux débats, approuvée par la Chambre luxembourgeoise.

Pour la rendre définitive, il ne reste plus qu'à la faire ratifier par la Législature belge.

La Commission à laquelle la Chambre a confié le soin de l'étudier et qui se compose des Commissions réunies des Affaires étrangères et des Affaires économiques, s'est prononcée à une grande majorité en faveur de l'adoption du projet de loi qui porte approbation de l'accord signé par les deux Gouvernements.

L'union économique de la Belgique et du Grand-Duché est le résultat de longues négociations qui datent du lendemain de l'armistice et qui ont été traversées par divers incidents, qu'expliquent l'importance et la complexité des problèmes à résoudre.

(1) Projet de loi, n° 16.

(2) La Commission était composée de MM. BRUNET, président, BOLOGNE, BOUCHERY, BRANQUART, BUISSET, DE BRUYNE, DE BUE, DEBUNNE, DE GREVE, DE LIEDEKERKE, DELVIGNE, DE WOUTERS D'OPLINTER, DIERKENS, FISCHER, FORTHONNE, GENDEBIEN, HALLET, HELLEPUTTE, HUBIN, HUYSMANS, HYMANS, JANSON, MECHELYNCK, PATER, PECHER, PEPIN, PIÉRARD, PIRMEZ, POULLET, BAENDONCK, RENKIN, REYNAERT, SEGERS, THEELEN, TROCLET, UYTROEVER, VAN CAUWENBERGH, VAN HOEGAERDEN, VAN WALLEGHEM, VERACHTERT, VERGELS, WINANDY et WOESTE.

Lorsque les traités du 19 avril 1839 eurent séparé le Luxembourg et la Belgique, le Grand-Duché, qui, jusqu'alors, avait vécu avec nos provinces d'une vie commune, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, dut rechercher un régime douanier qui assurât un champ d'expansion à ses produits industriels et agricoles. Il ne pouvait, en effet, en raison de l'exiguïté de son territoire, constituer à lui seul un système douanier. Aussi le Grand-Duché accéda-t-il au *Zollverein* par le traité du 8 février 1842, plusieurs fois prorogé ou renouvelé dans la suite. Ses liens avec l'Allemagne devinrent plus étroits lorsque, à la suite du traité de Francfort, la convention germano-luxembourgeoise du 11 juin 1872 transféra à la Direction impériale des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine l'exploitation du réseau de la Compagnie du Guillaume-Luxembourg, affermée depuis 1857 à la Compagnie française des Chemins de fer de l'Est.

Après la dissolution, en 1866, de l'ancienne Confédération germanique, la Conférence de Londres décida, par le traité du 11 mai 1867, que le Grand-Duché formerait un État perpétuellement neutre, sous la garantie collective de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie.

L'Allemagne, en 1914, déchira le traité de 1867, en même temps que les traités de 1839. La neutralité du Luxembourg fut violée et le territoire occupé par les armées allemandes dès le 1^{er} août. L'occupation dura jusqu'à ce que la victoire et l'armistice qui la consacra eussent refoulé les armées ennemies au delà du Rhin. Pendant cette période de souffrances, la population luxembourgeoise se vit, comme la population belge, coupée de toutes communications avec les pays alliés. Bien que son agression fût sans excuse, le Gouvernement de Berlin avait essayé d'en trouver la justification dans le droit, reconnu aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine, d'exploiter commercialement le réseau du Guillaume-Luxembourg.

L'audacieuse violation de la neutralité luxembourgeoise, une oppression de quatre années, l'écroulement de l'Allemagne devaient entraîner la rupture des liens économiques qui unissaient le Grand-Duché à l'Empire voisin ; d'autre part, la réunion de l'Alsace et de la Lorraine à la France rendait caduque la convention relative à l'exploitation du réseau Guillaume-Luxembourg. Aussi le Gouvernement grand-ducal déclara-t-il le 1^{er} janvier 1919 la convention d'accession au *Zollverein*, signée le 8 février 1842, et les conventions la renouvelant ou la prorogeant, ainsi que les conventions ferroviaires. Par une lettre adressée le 5 janvier 1919 au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, le Chargé d'Affaires du Luxembourg notifia cette dénonciation au Gouvernement belge, en faisant connaître que son Gouvernement désirait entamer des négociations en vue d'opérer un rapprochement économique entre le Grand-Duché et les Puissances de l'Entente.

Le grand-duché de Luxembourg n'étant pas partie au Traité de Versailles, l'acte qui a mis fin à la guerre ne pouvait, en ce qui le concerne, qu'enregistrer les renonciations et les concessions imposées à l'Allemagne.

Par l'article 40 du Traité de Paix, l'Allemagne renonça à toutes les dispositions que renfermaient en sa faveur, au sujet du Grand-Duché, les conventions antérieures, et adhéra à l'abrogation du régime de neutralité du Luxembourg.

L'État luxembourgeois a depuis été admis dans la Société des Nations ; il a

accepté les obligations qu'impose le Pacte, comme il participe aux droits que celui-ci confère aux États associés.

Il se trouva donc, qu'en 1919, le Grand-Duché, craignant les effets d'un isolement économique, se vit dans l'obligation de rechercher une entente avec l'une des Puissances voisines : la Belgique ou la France.

En février, il ouvrit des pourparlers avec la Belgique en vue d'étudier les possibilités d'un arrangement. Ces conversations officielles n'eurent pas de suite immédiate. Un an s'écoula avant que l'accord ne s'établisse sur les principes fondamentaux d'une union économique à conclure entre les deux pays.

La France fut mêlée aux négociations qui conduisirent à ce résultat. Elle témoigna de son amitié pour la Belgique en déclarant qu'elle n'encouragerait pas les projets d'union franco-luxembourgeoise caressés dans certains milieux.

En juin 1920, les négociations entre le Gouvernement grand-ducal et le Gouvernement belge furent officiellement engagées. Le Luxembourg désigna pour le représenter MM. Kaufmann, ancien Ministre d'État, de Waha, directeur général de l'Agriculture, et Pescatore-Dutrieu, directeur général de l'Industrie. Le Gouvernement belge désigna M. Masson et M. Van de Vyvere auquel, lors de l'entrée de celui-ci dans le Cabinet constitué par M. Carton de Wiart, succéda M. Delacroix. M. Nemry et M. Barnich leur furent associés peu après. Les négociations se poursuivirent sous l'habile direction de M. Jaspar, appelé en novembre 1920 au poste de Ministre des Affaires Étrangères. Sous son impulsion et celle de M. Reuter, chef du Gouvernement luxembourgeois, elles s'orientèrent heureusement vers l'accord définitif soumis actuellement à la Chambre.

La Commission félicite le Ministre et ses collaborateurs du succès de leurs efforts, dont le résultat aura d'heureuses conséquences pour l'avenir et le développement des deux pays.

Le rapprochement que la Convention opère entre la Belgique et le Luxembourg était depuis longtemps dans les vœux du Gouvernement belge, qui, comprenant la nécessité pour le Grand-Duché de se détacher du *Zollverein* et de chercher ailleurs un appui économique, jugeait qu'une entente intime, fondée sur le principe de l'égalité et respectant pleinement la souveraineté et l'indépendance du Luxembourg, serait conforme à la fois aux besoins des deux États et à leurs traditions historiques.

La Convention du 25 juillet fait des deux pays un solide bloc économique. Ils se complètent : l'un a la houille et le coke, et l'autre les minerais de fer. Le réseau des chemins de fer luxembourgeois est le prolongement naturel du réseau belge ; c'est en quelque sorte la plaque tournante qui nous met en communication avec l'Europe centrale et l'Europe méridionale. Des ententes se noueront entre les producteurs et les hommes d'affaires. Les différends, qui viendraient à naître seront, en cas de nécessité, résolus par l'arbitrage. Un Conseil supérieur constituera l'organe permanent de liaison. A l'étranger, les agents consulaires belges prêteront leur assistance aux Luxembourgeois partout où elle sera sollicitée. Enfin, des arrangements spéciaux en matière de science et d'enseignement établiront d'un pays à l'autre un courant intellectuel qui resserrera l'union et rapprochera les idées en même temps que les intérêts.

Sans doute le Luxembourg est appelé à retirer de sérieux profits du régime nouveau et certaines dispositions du traité pourraient donner lieu à des observations.

Mais la Commission estime que les avantages d'ordre général que le traité offre aux deux pays priment toutes autres considérations.

Au demeurant, après avoir analysé les principaux articles de la Convention, nous examinerons sommairement les critiques formulées par certains groupes industriels belges, qui redoutent que l'union économique ne lèse des intérêts importants et assurément respectables. Nous pensons que leurs appréhensions sont exagérées et que la Convention prévoit les moyens de remédier aux inconvénients dont ils s'alarment.

Une note de la minorité jointe au rapport de la Commission expose en détail les divers arguments d'ordre économique et financier qu'ont invoqué au sein de la Commission les adversaires du projet.

II.

Le Traité belgo-luxembourgeois du 23 juillet 1921 établit une Union douanière entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Dorénavant, les territoires des deux États seront considérés au point de vue de la douane et des accises communes, comme n'en formant plus qu'un seul et la frontière douanière entre les deux pays sera supprimée.

Les mesures d'exécution auxquelles donnera lieu l'application de ce principe ont été minutieusement étudiées par les administrations compétentes des deux pays; ces études ont abouti à un accord sur une série de dispositions qui règlent les détails du régime.

La Convention établit notamment pour l'ensemble de l'Union, la communauté des recettes des droits de douane et de la plupart des droits d'accise. Elle prévoit également le mode de répartition de ces recettes communes; celles-ci seront réparties entre les administrations des États contractants proportionnellement à la population de leurs territoires.

Le Gouvernement grand-ducal s'est engagé à faire abroger dès la date de l'entrée en vigueur du traité, toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux douanes et aux accises communes. Ces dispositions seront remplacées par les lois et règlements afférents aux douanes et accises de Belgique.

Pour les accises non communes, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à conformer, dans la mesure du possible, sa législation à celle de la Belgique et à établir en tous cas des droits d'accise au moins égaux aux nôtres.

Les marchandises de chacun des deux pays circuleront librement dans l'autre. De même les sujets de l'un des deux États qui s'établissent ou résident dans l'autre sont assurés d'y jouir du même traitement que les nationaux, au point de vue des droits, taxes, tarifs, impôts ou patentes.

Toutefois la circulation des marchandises sujettes à un droit d'accise pour lequel une communauté de recettes n'aura pas été stipulée, sera réglée par des conventions spéciales.

D'autre part, pour les fournitures et travaux mis en adjudication par les deux Gouvernements, les provinces et les communes et autres administrations publiques, les sujets de l'un des États pourront soumissionner dans l'autre aux mêmes conditions que les sujets de celui-ci.

Une série de dispositions règlent le mécanisme de l'administration des douanes de l'Union : l'Administration compétente de chacun des États reste indépendante ; chaque État recrutera exclusivement, parmi ses sujets, le personnel des douanes et des accises. Les fonctionnaires luxembourgeois sont maintenus dans leur poste. La convention prévoit, quant au traitement du personnel, une correspondance de grades entre les agents des deux pays.

Dans le but d'assurer l'unité dans le fonctionnement de l'Union, un Conseil d'administration est institué. Il est composé de trois membres ; deux d'entre eux, dont le président, seront sujets belges et nommés par le Gouvernement belge ; le troisième sera sujet luxembourgeois ; le Gouvernement grand-ducal le désignera.

Les attributions de ce Conseil mixte sont d'ordre purement administratif.

Du moment où le grand-duché de Luxembourg entre dans le système douanier belge et que les deux États ne forment plus, vis-à-vis des puissances étrangères, qu'une seule entité économique, il importe, comme le prévoit l'article 5 de la Convention, que le Gouvernement belge s'efforce d'obtenir en faveur des produits grand-ducaux les avantages dont les produits belges bénéficient à l'entrée de certains pays.

D'autre part, les futurs traités de commerce et accords économiques seront conclus par la Belgique au nom de l'Union douanière ; aucune convention de ce genre ne pourra être conclue ni modifiée sans que le Gouvernement luxembourgeois ait été préalablement consulté.

Il résulte toutefois des explications données à la Commission par M. le Ministre des Affaires Étrangères que, après la ratification de l'accord, les questions relatives aux intérêts que possédait la France dans le Grand-Duché avant la guerre, et aux relations du Luxembourg avec les territoires voisins de l'Alsace-Lorraine, donneront lieu à des négociations auxquelles les trois Gouvernements prendront part sur un pied d'égalité.

* * *

La suppression de toute barrière douanière entre la Belgique et le Luxembourg et l'adoption par le Grand-Duché de nos tarifs pour tous les produits de provenance étrangère autres que ceux de provenance belge entraîneront pour les deux pays d'importantes conséquences économiques dont il convient que quelques-unes soient mises en relief.

Le Luxembourg comme la Belgique est un pays industriel. Pour le Luxembourg comme pour la Belgique, la possession de débouchés est un facteur capital de la prospérité nationale. La communauté des intérêts rendra nécessaire la coopération des hommes d'affaires des deux pays ; celle-ci ne manquera pas de donner des résultats satisfaisants : elle augmentera nos facultés d'expansion et contribuera au développement de nos forces industrielles et commerciales.

Le Grand-Duché, avec sa population de 250,000 habitants, deviendra plus encore que par le passé un marché intéressant pour la vente de nos houilles, de notre coke et d'autres produits tels que le zinc étiré ou laminé, les machines et mécaniques, les faïences et céramiques, les verres à vitre et les glaces, les savons et huiles minérales, les engrais chimiques, les fils et tissus de coton et de laine ainsi que les articles de lingerie et de confection, les chaussures, les denrées coloniales importées par le port d'Anvers, les produits alimentaires : le chocolat et le poisson de mer.

Les produits métallurgiques luxembourgeois continueront à fournir un appoint précieux pour le port d'Anvers.

Parmi les produits que le Grand-Duché peut nous offrir en échange des nôtres, il convient de faire une mention spéciale aux vins de la Moselle.

Une disposition relative à cet article a été insérée dans le traité : elle exonère les produits de la viticulture luxembourgeoise de tous droits d'accise.

Cette disposition, qui avantage les viticulteurs du Grand-Duché, est favorable aux consommateurs belges. Elle mettra à la portée de toutes les bourses une boisson qui ne tardera pas à être appréciée chez nous.

*
* *

Le Traité contient certaines dispositions qui sont de nature à favoriser l'agriculture luxembourgeoise.

A l'abri de la protection que leur offrait le *Zollverein*, les agriculteurs luxembourgeois étaient assurés jadis d'un prix plus ou moins rémunérateur pour la vente de leurs céréales. La culture du froment était devenue ainsi une des bases de l'économie agricole du Grand-Duché.

Le régime de libre-échange auquel ils vont être soumis maintenant, par suite de l'union douanière avec la Belgique, va les placer, pour la vente de leurs récoltes, en face de la concurrence mondiale.

On sait qu'en matière agricole un brusque changement dans les conditions d'exploitation et de vente peut offrir de graves inconvénients.

C'est pourquoi l'article 13, qui assure une protection indirecte aux producteurs de céréales du Grand-Duché, a été inséré dans le Traité.

Il stipule que chaque fois qu'il sera constaté à la fin de l'année que pendant une ou plusieurs périodes de cette année les prix moyens de vente des céréales panifiables dans l'Union douanière ont été inférieurs au prix moyen des céréales en Lorraine, il sera prélevé une certaine somme sur les recettes communes. Cette somme sera répartie entre la Belgique et le Grand-Duché proportionnellement au nombre d'hectares emblavés en céréales panifiables dans chacun des deux pays.

Quelle est la portée de cette disposition ?

Il s'agit, en somme, de l'établissement d'un certain mode de répartition d'une partie des fonds provenant de la recette commune, dans des cas déterminés. Dans le cas où les circonstances du marché seront défavorables aux agriculteurs luxembourgeois, le Gouvernement grand-ducal pourra exiger qu'une partie de la recette commune, qui sera déterminée par les calculs prévus à l'article 13, sera

répartie entre les deux États non plus d'après le chiffre de la population des deux territoires ainsi qu'il est prévu à l'article 14, mais bien proportionnellement au nombre d'hectares emblavés en céréales panifiables dans chacun des deux pays.

Il résulte des calculs auxquels il a été procédé qu'en pratique, le résultat sera approximativement le même, que le partage s'opère d'après l'étendue des terres emblavées ou d'après les populations des deux pays.

Mais que fera chacun des Gouvernements de la part des recettes qu'il recevra? Le Gouvernement belge qui n'a pas adopté une politique de protection de l'agriculture nationale au moyen de l'octroi de subsides directs, et qui ne compte point entrer dans cette voie, conservera dans les caisses du Trésor les sommes qui lui reviendront de ce chef. Le Gouvernement luxembourgeois donnera à la part qui lui sera attribuée la destination qui lui paraîtra la plus opportune. Il ressort des déclarations qui ont été faites au cours de la discussion du Traité à la Chambre luxembourgeoise, que le Gouvernement grand-ducal compte soumettre au Parlement luxembourgeois un projet de loi fixant les modalités selon lesquelles ces sommes seront, dans certains cas, allouées aux agriculteurs luxembourgeois sous forme de subsides. Mais il s'agit ici d'une mesure d'ordre intérieur qui intéresse uniquement le grand-duché de Luxembourg et dans laquelle nous n'avons pas à intervenir.

*
*
*

En même temps que le Traité du 25 juillet 1921 établit l'Union douanière entre le Luxembourg et la Belgique, il règle différentes questions qui sont connexes à ce régime ou dont la solution doit contribuer à un rapprochement plus intime des populations des deux États.

C'est ainsi qu'en matière financière il a paru indispensable de fournir au Gouvernement luxembourgeois le moyen de rétablir son système monétaire sur des bases saines. Au lendemain de l'armistice, le Gouvernement luxembourgeois s'inspirant de ce qu'avaient fait la France et la Belgique, promulgua un décret qui prescrivait en même temps que la mise hors cours de la monnaie allemande, un échange des marks en circulation dans le pays contre des bons de caisse émis provisoirement par le Gouvernement.

Cet échange a été opéré au cours de fr. 1.25 le mark. Le montant des billets ainsi retirés de la circulation s'élève à 200 millions de marks environ. En vue de permettre au Gouvernement grand-ducal d'opérer l'échange des billets provisoires, le Gouvernement belge a consenti (art. 22 du Traité) à ce que le Gouvernement grand-ducal crée un emprunt de 175 millions de francs qui sera émis en Belgique par les soins de la Banque Nationale au taux nécessaire pour le placement. Le Gouvernement luxembourgeois recevra le produit de cet emprunt en billets de banque belges. Il paiera sur cette somme un intérêt de 2 %. La durée de l'emprunt est égale à la durée de la convention. Le régime monétaire belge se trouvera ainsi étendu au Grand-Duché, sauf le droit pour celui-ci de laisser en circulation, pour les besoins intérieurs, des coupures de 10 francs et moins, dont le montant total ne dépassera pas 25 millions de francs. Il faut

noter enfin que le Gouvernement belge a consenti à intervenir éventuellement dans la reprise des marks qui se trouvent déposés dans les Caisses de l'État luxembourgeois.

*
* *

L'article 24 du Traité belgo-luxembourgeois est relatif à la question de chemins de fer.

Le système ferroviaire du Grand-Duché comprend les réseaux à section normale des deux sociétés concessionnaires : la Société luxembourgeoise des Chemins de fer et Minières du Prince Henri et la Société des Chemins de fer du Guillaume-Luxembourg. Les lignes ferrées exploitées par la Société du Prince Henri comprennent un développement de 193 kilomètres environ.

Le réseau Guillaume-Luxembourg mesure 194 kilomètres.

La Société du Prince Henri exploite elle-même son réseau avec le matériel lui appartenant. Il en est autrement de la Société du Guillaume-Luxembourg.

Depuis l'année 1857, cette compagnie, quoique toujours concessionnaire du réseau, ne l'a plus exploité. L'exploitation a été confiée à des administrations de chemins de fer étrangères, française d'abord, allemande ensuite.

En dernier lieu c'étaient les chemins de fer d'Alsace et de Lorraine qui exploitaient le réseau du Guillaume-Luxembourg. Lorsque le 1^{er} janvier 1919 le Gouvernement grand-ducal dénonça ses traités avec l'Allemagne, la question de l'exploitation de ce réseau fut à nouveau ouverte.

Les négociations qui se sont poursuivies à ce sujet entre la Belgique et le Luxembourg ont abouti à l'acceptation par les deux Gouvernements du principe, défini par l'article 24, de l'unification de l'exploitation de tout le réseau luxembourgeois à voie normale.

Diverses solutions ont été envisagées en vue de la réalisation de ce système. L'une consiste dans l'exploitation du réseau grand-ducal par l'État belge; une autre dans l'exploitation du réseau par l'intermédiaire d'un organisme délégué par les deux Gouvernements.

C'est à cette dernière que le Gouvernement luxembourgeois semble vouloir s'arrêter. A la date du 16 décembre dernier, un projet de convention a été établi par le Gouvernement grand-ducal et la Société des Chemins de fer et Minières du Prince Henri, en vue de l'exploitation par cette entreprise de tout le réseau à voie normale du Grand-Duché, comprenant les lignes du Prince Henri et celles du Guillaume-Luxembourg.

Avant de devenir définitif, ce projet de convention devra être approuvé par la Chambre luxembourgeoise. Il a été communiqué au Gouvernement belge qui sera appelé à donner son avis à son sujet.

*
* *

Animés du désir de rendre plus étroits les rapports intellectuels des deux groupes nationaux, reliés par l'union économique, les négociateurs ont prévu la conclusion d'un accord spécial au sujet des questions scientifiques, littéraires et d'enseigne-

ment. Cet accord a été signé à Luxembourg, le 5 septembre 1921, par M. Destrée, Ministre des Sciences et des Arts, d'une part, et M. Berh, Directeur général de l'Intérieur et de l'Instruction publique, d'autre part.

Il prévoit notamment des échanges de professeurs et d'élèves et l'équivalence de scolarité et de diplômes. Il crée en outre une Commission mixte permanente chargée d'étudier les problèmes touchant aux relations scolaires, littéraires et scientifiques.

* * *

L'article 26 stipule que dans les localités étrangères où le grand-duché de Luxembourg ne possède pas d'agents consulaires, la défense des intérêts luxembourgeois sera confiée aux agents consulaires belges.

Ces dispositions constituent un corollaire naturel de l'Union douanière elle-même. Elles donnent aux sujets luxembourgeois la faculté de demander pour les besoins de leurs affaires le concours des représentants du Gouvernement belge.

* * *

Les négociateurs de l'accord ont prévu que l'exécution de celui-ci nécessiterait de fréquents échanges de vues entre les deux Gouvernements. Ils ont pensé aussi que les efforts des deux pays devaient tendre à une adaptation progressive des législations.

C'est en vue de centraliser ces travaux que la Convention crée un organisme mixte intitulé le « Conseil supérieur de l'Union ». Il sera chargé d'assurer la liaison entre les deux Gouvernements et de préparer les arrangements dont la Convention prévoit la conclusion.

D'autre part, s'il s'élevait un différend entre les deux Gouvernements au sujet de l'interprétation et de l'application d'une des clauses du Traité, le litige serait réglé par la voie de l'arbitrage.

L'article 28 règle la composition et le fonctionnement du tribunal arbitral : celui-ci comptera deux arbitres nommés chacun par l'une des Parties contractantes parmi ses nationaux. Les deux Parties s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre ressortissant à un État ami. En cas de désaccord, le tiers arbitre sera désigné par le Conseil de la Société des Nations.

Le Traité belgo-luxembourgeois est conclu pour une durée de cinquante années.

III.

Quelques membres de la Commission se sont prononcés contre le système de l'Union économique, qu'ils estiment défavorable à notre industrie sidérurgique. Leurs objections que l'on retrouve dans divers documents adressés au Gouvernement et aux Membres de la Législature par le groupement des Hauts-Fourneaux et des Aciéries belges, sont développées dans une note de la minorité, que la Commission a décidé d'annexer à son rapport.

Sans entrer dans les détails d'une discussion technique et en attendant que le

Ministre des Affaires Etrangères renouvelle à la tribune de la Chambre les explications qu'il nous a données, il convient que nous indiquions les raisons qui font paraître exagérées les craintes exprimées par la minorité et qui permettent à la Commission de croire que la Convention prévoit les moyens destinés à prévenir ou à corriger certains effets de l'Union économique dont, dans certains milieux, on s'inquiète pour le sort d'une de nos grandes industries.

Il est de notoriété que notre industrie métallurgique qui avait, avant la guerre, l'avantage sur l'industrie similaire du Grand-Duché, est aujourd'hui devancée par celle-ci au point de vue des conditions du prix de revient, et qu'elle rencontre de ce côté une sérieuse concurrence.

Des statistiques arrêtées au 1^{er} septembre 1921 ont été produites en vue de préciser cette infériorité; sans discuter les chiffres publiés, nous nous bornerons à constater que les tarifs douaniers belges, bien qu'ils aient été doublés et même triplés, n'ont pas préservé notre industrie du mal dont elle se plaint.

On voit immédiatement que, si l'union économique ne se réalise pas, le mal perdurera. Même le risque naîtra de le voir s'accroître, car l'industrie luxembourgeoise, libre de toutes attaches vis-à-vis de la Belgique, pourra trouver de nouveaux éléments de développement dans des cartels conclus ailleurs, soit en Allemagne, soit en France. Et l'unique remède consisterait alors dans le recours à un protectionnisme rigoureux qui répugnerait à nos traditions et heurterait les règles nécessaires de notre politique douanière.

L'Union économique permettrait au contraire d'ajuster et de coordonner les intérêts et favoriserait des ententes destinées à égaliser les conditions industrielles.

Certains attribuent, partiellement tout au moins, la situation actuelle à l'avantage que procure aux usines luxembourgeoises la proximité des gisements de minerais. Elles sont ainsi exemptes des frais de transport qui pèsent sur les entreprises belges. Mais il est difficile de s'arrêter à cette considération. L'industrie belge, avant la guerre, jouissait d'une position supérieure, et de nombreux spécialistes font remarquer que le proche voisinage des charbonnages constitue un élément de prospérité qui explique le développement des établissements sidérurgiques en Westphalie comme dans les bassins de Liège et de Charleroi.

La question de l'approvisionnement en coke des deux industries concurrentes mérite une plus sérieuse attention.

Les industries luxembourgeoises paient le coke moins cher que ne le paient les industries belges. Avant la guerre, Belges et Luxembourgeois utilisaient en général 50 % de coke allemand et 50 % de coke belge. Depuis l'armistice, le ravitaillement en coke se fait dans des conditions très différentes.

D'après les chiffres qui nous sont fournis, nos industriels paient actuellement 102 francs par tonne le coke belge et fr. 69,50 par tonne le coke allemand, dont, au surplus, on ne dispose qu'en petite quantité.

Les industriels luxembourgeois, qui sont ravitaillés par la France, en partie à l'aide des livraisons provenant de l'Allemagne, paient 65 francs depuis le 1^{er} janvier. Mais la comparaison des prix depuis l'armistice dénote une singulière instabilité et révèle de nombreuses oscillations. Il y a un an, la différence était au profit de l'industrie belge qui, jusqu'au 1^{er} janvier 1921, ne payait que 135 à

145 francs la tonne, tandis que dans le Grand-Duché on payait, jusque 175 à 245 francs. Une tendance se marqua ensuite vers un rapprochement des conditions. L'Union économique aura une durée de cinquante ans. Lorsqu'il s'agit d'établir un régime d'une longueur d'un demi siècle, on ne peut fonder des conclusions définitives sur une situation qui a offert des aspects aussi variables et que l'on peut d'ailleurs tenir pour temporaire. La perturbation qui a suivi la guerre et qui a désorganisé toutes les conditions de la production se dissipera progressivement et le marché peu à peu retrouvera son état normal.

Les métallurgistes belges appréhendent aussi la perte des avantages que leur assure la barrière douanière qui sépare actuellement les deux territoires. La suppression des droits établis à la frontière luxembourgeoise peut assurément entraîner pour eux certains inconvénients, mais deux raisons en atténuent la portée. Tout d'abord notre marché intérieur n'absorbe qu'un quart environ de la production métallurgique nationale et le surplus est consacré à l'exportation.

Ce n'est donc pas sur le marché belge mais beaucoup plus sur le marché extérieur que nos usines sont exposées à la concurrence luxembourgeoise. D'autre part, les droits les plus lourds de notre tarif sont ceux qui frappent les produits finis ou demi-finis, et précisément l'importation luxembourgeoise de cette catégorie de produits en Belgique est fort restreinte et de minime importance. L'abolition de ces droits n'est donc point de nature à porter à la sidérurgie belge un préjudice notable.

Au surplus, on ne saurait négliger, à côté des intérêts des producteurs, ceux des consommateurs, des entreprises qui utilisent les produits métallurgiques, et entre autres, de l'industrie du bâtiment qui occupe des milliers d'ouvriers. Tout ce qui tend à faire hausser le taux des matières premières et des demi-produits dont elles ont besoin ne peut qu'affaiblir leurs facultés de concurrence au dehors et pousser à l'établissement des prix forts à l'intérieur.

Enfin, l'industrie belge que favorisent nos tarifs de transport craint que le profit qu'ils lui procurent ne soit annulé par une stricte application du principe d'égalité inscrit dans le Traité.

Mais la question des tarifs et celle du futur régime ferroviaire font actuellement l'objet d'études et de pourparlers, et si le système nouveau devait créer une situation d'infériorité à notre industrie nationale, la Commission paritaire, instituée par le Traité, interviendrait pour rechercher des modes équitables de compensation.

L'article 3, § 3, de la Convention définit avec précision le rôle de cet organisme : en vue de sauvegarder les intérêts de l'industrie métallurgique nationale des deux pays, une Commission paritaire recherchera un juste équilibre dans les conditions d'approvisionnements en matières premières et d'écoulement de la production.

Cette Commission aura un caractère permanent. Elle vivra aussi longtemps que l'Union économique elle-même. Les influences égales des deux groupements industriels s'y rencontreront et y collaboreront à l'ajustement des intérêts. Elle recommandera les mesures propres à établir l'égalité des conditions de production. Le Gouvernement, de son côté, se montrera assurément disposé à s'inspirer de ses conseils et à l'aider à l'accomplissement de sa tâche.

Si des difficultés surgissaient telles que l'accord ne pouvait s'effectuer au sein de la Commission, le tribunal arbitral dont l'article 28 du traité prévoit l'intervention, formulerait les mesures tarifaires que l'équité commanderait de prendre.

Ce sont là des garanties efficaces de nature à rassurer les industriels et à écarter ou à réduire les inconvénients dont ils s'effraient.

Il se conçoit qu'une union économique entre deux pays qui ont vécu sous des régimes différents, l'un libre-échangiste, l'autre étroitement protectionniste, et dont certaines grandes industries sont concurrentes, ne puisse se réaliser du jour au lendemain sans heurts et sans difficultés temporaires. Une période d'adaptation s'écoulera sans doute avant que les deux groupements nationaux ne s'emboîtent et ne s'harmonisent.

Déjà la Belgique a engagé des capitaux considérables dans d'importantes entreprises luxembourgeoises et les hommes d'affaires des deux pays ont des contacts fréquents.

On est en droit d'espérer que ceux-ci, sous le régime nouveau, se multiplieront et que dans l'ambiance créée par l'Union, les industriels belges et luxembourgeois se rapprocheront, noueront des ententes, fonderont des cartels pour la vente et la répartition des débouchés et intensifieront la puissance de production et d'expansion de l'association des deux pays.

Sous l'empire de ces sentiments, et s'inspirant des intérêts généraux et supérieurs, la Commission, confiante dans les destinées de l'union économique de la Belgique et du Luxembourg, recommande à la Chambre l'approbation de la Convention du 25 juillet 1921.

Le Rapporteur,
PAUL HYMANS.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst te Brussel, den 25^e Juli 1921, tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten en waarbij een Economisch Verbond tusschen beide landen opgericht wordt ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT ⁽²⁾, DOOR DEN HEER **HYMANS**.

MIJNE HEEREN,

I.

De Overeenkomst van 25 Juli 1921 ontving een gunstig onthaal bij de openbare meening.

Na lange en met uiterste zorg gevoerde bespreking werd zij onlangs door de Luxemburgsche Kamer goedgekeurd.

Om de Overeenkomst definitief te maken wacht men nog slechts op de goedkeuring der Belgische Wetgeving.

De Commissie aan dewelke de Kamer het onderzoek ervan heeft toevertrouwd, en die samengesteld is uit de vereenigde Commissiën voor de Buitenlandsche Zaken en voor de Economische Zaken, heeft zich met eene groote meerderheid uitgesproken ten gunste van de aanneming van het wetsontwerp houdende goedkeuring van de overeenkomst tusschen beide Regeeringen gesloten.

Het Economisch Verbond tusschen België en het Groothertogdom is het gevolg van de lange onderhandelingen waarmede reeds een begin werd gemaakt bij den aanvang van den wapenstilstand en die, uit hoofde van de belangrijkheid

(1) Wetsontwerp, n^o 16.

(2) De Commissie bestond uit de heeren BRUNET, *voorzitter*, BOLOGNE, BOUCHERY, BRANQUART, BUISSET, DE BRUYNE, DE BUE, DEBUNNE, DE GREVE, DE LIEDERKERKE, DELVIGNE, DE WOUTERS D'OPLINTER, DIERKENS, FISCHER, FORTHOMME, GENDERIEN, HALLET, HELLEPUTTE, HUBIN, HUYSMANS, HYMANS, JANSON, MECHELYNCK, PATER, PECHER, PEPIN, PIÉRARD, PIRMEZ, POULLET, RAEMDONCK, RENKIN, REYNAERT, SEGERS, THEELEN, TROCLET, UYTROEVER, VAN CAUWENBERGH, VAN HOEGAERDEN, VAN WALLEGHEM, VERACHTERT, VERGELS, WINANDY en WOESTE.

en de ingewikkeldheid der op te lossen vraagstukken, onderscheidene standpunten hebben doorgemaakt.

Toen Luxemburg door de verdragen van 19 April 1839 van België werd gescheiden, moest het Groothertogdom, dat tot dan toe met onze provinciën een gemeenschappelijk leven had geleid zoo op economisch als op politiek gebied, eene tolregeling zoeken, waardoor zijne nijverheids- en landbouwproducten een uitvoer zouden vinden. Ten aanzien van de beperktheid van zijn grondgebied kon het inderdaad geene tolregeling op eigen krachten bouwen. Daarom trad dan ook het Groothertogdom toe tot het *Zollverein* door het Verdrag van 8 Februari 1842 dat later herhaaldelijk werd verlengd of vernieuwd. Zijne banden met Duitschland werden nog toegehaald, toen, naar aanleiding van het Verdrag van Frankfort, door de germaansch-luxemburgsche overeenkomst van 11 Juni 1872, het bedrijf van het net der Maatschappij « Guillaume-Luxembourg », sedert 1857 verpacht aan de Fransche Maatschappij « Chemins de fer de l'Est », overgebracht werd naar de Keizerlijke Directie der Spoorwegen van Elzas-Lotharingen.

Na de ontbinding, in 1866, van de Germaansche Confederatie werd op de Conferentie van Londen, door het verdrag van 11 Mei 1867, beslist dat het Groothertogdom een altijddurend onzijdigen Staat zou uitmaken onder den gemeenschappelijken waarborg van Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittanië, Italië, Pruisen en Rusland.

In 1914 verscheurde Duitschland het verdrag van 1867 terzelfder tijd als de verdragen van 1839. De onzijdigheid van Luxemburg werd geschonden en zijn grondgebied vanaf 1 Augustus door de Deutsche legers bezet. De bezetting duurde tot dat de zegepraal, welke door den wapenstilstand werd bekrachtigd, de vijandelijke legers over den Rijn had teruggedreven. Gedurende dit tijdperk van lijden werden, zoowel aan de Luxemburgsche als aan de Belgische bevolking, alle verkeersmiddelen met de geallieerde landen afgesneden. Ofschoon deze overrompeling niet te wettigen was, had de Regeering van Berlijn getracht er de billijking van te vinden in het recht, aan de spoorwegen van Elzas-Lotharingen toegekend om het net « Guillaume-Luxembourg » voor den handel in bedrijf te nemen.

De brutale schending van de Luxemburgsche onzijdigheid, eene vier jaar lange verdrukking, de incenstorting van Duitschland, dit alles moest de economische banden welke het Groothertogdom met het naburig Rijk vereenigden, verbreken; anderzijds deed de aanhechting van Elzas-Lotharingen bij Frankrijk de overeenkomst betreffende de inbedrijfneming van het net « Guillaume-Luxembourg » vervallen. Ook deed de Regeering van het Groothertogdom den 1^{en} Januari 1919 opzegging van het *Zollverein*, dat den 8^{en} Februari 1842 was geteekend, van de Overeenkomsten naar dewelke het *Zollverein* werd verlengd of vernieuwd, alsmede van de spoorweg-overeenkomsten. Bij schrijven van 5 Januari 1919 aan den Minister van Buitenlandsche Zaken van België gericht, gaf de Zaakgelastigde van Luxemburg kennis van deze opzegging aan de Belgische Regeering, er bijvoegende dat zijne Regeering onderhandelingen wenschte aan te knopen, met het oog op eene economische toenadering tusschen het Groothertogdom en de Entente-Mogendheden.

Daar het Groothertogdom Luxemburg bij het Verdrag van Versailles niet was opgetreden, kon de akte, waardoor een einde aan den oorlog werd gemaakt, de afstanddoeningen en toegevingen aan Duitschland opgelegd slechts noteeren.

Door artikel 40 van het Vredesverdrag deed Duitschland afstand van al de bepalingen welke ten aanzien van het Groothertogdom, de vroegere overeenkomsten te zijnen gunste bevatten, en aanvaardde de intrekking van Luxemburg's onzijdigheid.

Sedertdien werd de Luxemburgsche Staat toegelaten tot den Volkenbond; hij heeft de verplichtingen, door de Overeenkomst opgelegd, aangenomen, evenals hij deelneemt in de rechten door deze laatste aan de geassocieerde Staten toegekend.

Het gebeurde dus dat in 1919 het Groothertogdom, beducht zijnde voor eene economische afzondering, verplicht was eene overeenkomst te zoeken met eene der naburige Mogendheden : België of Frankrijk.

In Februari opende het onderhandelingen met België, met het oog op het onderzoek van eene mogelijke regeling. Deze officieuze gesprekken hadden geen onmiddellijk gevolg. Een jaar verliep, alvorens men het eens was over de grondbeginselen van een economisch verbond tusschen de twee landen te sluiten.

Frankrijk was bij de onderhandelingen welke tot dezen uitslag aanleiding gaven, betrokken. Dit land gaf blijk van zijne vriendschap voor België met te verklaren dat het de ontwerpen van een Fransch-Luxemburgsch verbond, die in sommige middens werden gekoesterd, niet zou aanmoedigen.

De onderhandelingen tusschen de Regeering van het Groothertogdom en die van België werden officieel aangeknoopt in Juni 1920. Luxemburg was vertegenwoordigd door de heeren Kaufmann, gewezen minister van State, De Waha, directeur-generaal bij den Landbouw en Piscatore-Dutrieu, directeur-generaal bij de Nijverheid. De Belgische Regeering was vertegenwoordigd door den heer Masson en den heer Van de Vyvere die, bij zijne intrede in het Cabinet-Carton de Wiart, vervangen werd door den heer Delacroix. Hun werden kort daarop de heeren Nemry en Barnich toegevoegd. De onderhandelingen werden voortgezet onder de wijze leiding van den heer Jaspar, in November 1920 met het ambt van Minister van Buitenlandsche Zaken belast. Onder zijne aansporing en die van den heer Reuter, hoofd der Luxemburgsche Regeering, liepen de onderhandelingen uit op het heilzaam definitief-akkoord dat thans aan de Kamer wordt onderworpen.

De Commissie wenscht den Minister en dezès medewerkers geluk om den goeden uitslag die hunne pogingen heeft bekroond en waarvan men de heilzaamste gevolgen mag verwachten voor den toekomstigen ontwikkelingsgang der beide landen.

De toenadering, welke door de Overeenkomst tusschen België en Luxemburg wordt tot stand gebracht, werd sedert lang gewenscht door de Belgische Regeering die, inziende dat het Groothertogdom zich volstrekt moest afscheiden van het *Zollverein* om elders een economischen steun te zoeken, van oordeel was dat eene innige verstandhouding, gesteund op het beginsel der gelijkheid met de handhaving van Luxemburg's onverminkte souvereiniteit en onafhank-

lijkheid, aan de behoeften van beide Staten en hunne historische overleveringen zouden ten goede komen.

Door de Overeenkomst van 25 Juli worden beide landen tot een sterk economisch blok samengesnoerd. Zij vullen elkaar onderling aan : het eene bezit steenkool en cokes, het andere, ijzererts. Het Luxemburgsch spoorwegnet is de natuurlijke verlenging van het Belgische net; 't is eenigerwijs de draaischijf die ons in verbinding stelt met Midden- en Zuid Europa. Voortbrengers en zakenmannen zullen in beide landen zich onderling verstaan. Geschillen die mochten oprijzen, zullen desnoods door het scheidsgerecht worden beslecht. Een hogere raad zal optreden als blijvende verbinding. In het buitenland zullen de Belgische Consuls immer een Luxemburger, wanneer hij het vraagt, ter zijde staan. Ten slotte zullen bijzondere regelingen in zake wetenschap en onderwijs tussehen beide landen eene intellectueele strooming voeren, die de banden nauwer toehalen zal en de gedachten zoowel als de belangen dichter bij elkander brengen.

Gewis zal Luxemburg in de toekomst aanzienlijke voordeelen trekken uit de nieuwe regeling, en sommige bepalingen van het verdrag zouden wel tot eenige bedenking kunnen aanleiding geven.

De Commissie is echter van meening, dat de voordeelen van algemeen aard, door het verdrag aan beide landen aangeboden, alle andere beschouwingen in de schaduw stellen.

Wat er ook van zij, na de voornaamste artikelen der Overeenkomst te hebben ontleed, zullen wij in 't kort de bezwaren onderzoeken, welke werden aangevoerd door sommige groepen van Belgische industrieelen die vreezen dat aanzienlijke belangen, die ongetwijfeld eerbiedwaardig zijn, door het Economisch Verbond worden geschaad. Wij meenen dat hunne vrees overdreven is en dat de Overeenkomst de middelen voorziet om de door hen geopperde bezwaren te verhelpen.

Door eene nota van de minderheid, toegevoegd aan het verslag der Commissie, worden omstandig de onderscheidene redenen van economischen en financieelen aard uiteengezet, welke in de Commissie door de bestrijders van het ontwerp werden uitgebracht.

II.

Door het Belgisch-Luxemburgsch Verdrag van 25 Juli 1921 wordt een Tolverbond gesloten tussehen België en het Groothertogdom Luxemburg. Voortaan zullen de grondgebieden der beide verdragsluitende Staten beschouwd worden als slechts een enkel grondgebied uitmakend ten opzichte der douane en der gemeenschappelijke accijnzen, en de tolgrens tussehen beide landen zal afgeschaft worden.

De maatregelen van tenuitvoerlegging waartoe de toepassing van dit beginsel zal aanleiding geven, werden zorgvuldig onderzocht door de bevoegde besturen van beide landen; deze studie had voor gevolg, dat over eene reeks bepalingen tot regeling van bijzonderheden eensgezindheid werd bekomen.

Het Verbond in zijn geheel genomen, huldigt inzonderheid de gemeenschap

voor de ontvangsten van de tolrechten en van meestal de accijnsrechten. De Overeenkomst voorziet insgelijks de wijze van verdeeling dezer gemeenschappelijke ontvangsten; zij zullen onder de besturen der verdragsluitende Staten worden verdeeld in verhouding tot de bevolking van hun grondgebied.

De Regeering van het Groothertogdom heeft zich verbonden, alle wettelijke en reglementaire beschikkingen in zake tolrechte en gemeenschappelijke accijnzen te doen vervallen van af den datum dat het Verdrag van kracht wordt, en ze te vervangen door de in België van kracht zijnde wetten en reglementen op de tol- en accijnsrechten.

Voor de niet-gemeenschappelijke accijnzen heeft de Luxemburgsche Regeering zich verbonden, zooveel mogelijk zijne wetgeving te schikken naar die van België en in alle geval accijnsrechten te stellen, die ten minste gelijk staan met de onze.

De koopwaren van elk der beide landen genieten wederzijds vrij vervoer. Eveneens zullen de onderdanen van eenen der beide Staten, die zich vestigen of verblijven in den anderen Staat, op denzelfden voet worden behandeld als de landgenooten wat betreft de rechten, de tarieven, belastingen of patentrechten.

Het verkeer echter van koopwaren, die vatbaar zijn voor een accijnsrecht dat niet onder de gemeenschappelijke ontvangsten valt, zal door bijzondere overeenkomsten worden geregeld.

Voor de leveringen en werken in aanbesteding gegeven door de beide Regeeringen, de provinciën, de gemeenten en andere openbare besturen, mogen de onderdanen van eenen der Staten inschrijven bij den anderen Staat onder dezelfde voorwaarden als de ingezetenen.

De werking van het tolbestuur des verbonds wordt door eene reeks bepalingen geregeld : het bevoegd Bestuur van elk der Staten blijft onafhankelijk; elke Staat zal uitsluitend onder zijne ingezetenen het personeel van den tol- en accijnsdienst aanwerven. De Luxemburgsche ambtenaren blijven in dienst. Wat de wedde van het personeel betreft, voorziet de Overeenkomst eene gelijkstelling van rang voor de ambtenaren der beide landen.

Om de eenheid in het beheer van het Tolverbond te verzekeren zal een Bestuursraad, met zetel te Brussel, worden gevormd; deze zal bestaan uit drie leden, waarvan twee, waaronder de Voorzitter, Belgische onderdanen zullen zijn en benoemd worden door de Belgische Regeering, en waarvan het derde lid, Luxemburgsch onderdaan zal zijn, benoemd door de Groothertogelijke Regeering.

De bevoegdheden van dezen gemengden Raad zijn van zuiver bestuurlijken aard.

Van stonden aan dat het Groothertogdom Luxemburg tot de tolregeling van België toetreedt en dat beide Staten tegenover de andere Mogendheden nog slechts eene enkele economische eenheid uitmaken, moet, naar luid van artikel 5 der Overeenkomst, de Belgische Regeering trachten voor de producten van het Groothertogdom dezelfde voordeelen te bekomen als die welke de Belgische producten genieten bij den invoer in sommige landen.

Anderzijds zullen de voortaan te sluiten handelsverdragen en economische overeenkomsten door België worden aangegaan namens het Tolverbond; geen

enkel verdrag van dezen aard zal kunnen gesloten noch gewijzigd worden zonder dat de Luxemburgsche Regeering gehoord zij geweest.

Uit de verklaringen, door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan de Commissie verstrekt, blijkt echter dat, na goedkeuring van de Overeenkomst, de vraagstukken betreffende de vooroorlogische belangen van Frankrijk in het Groothertogdom, alsmede die welke gaan over de betrekkingen van Luxemburg met het aangrenzende grondgebied van Elzas-Lotharingen, mogen aanleiding geven tot onderhandelingen aan dewelke de drie Regeeringen op gelijken voet deel zullen nemen.

*
* * *

De afschaffing van alle tolgelden tusschen België en Luxemburg en de goedkeuring, vanwege het Groothertogdom, van onze tarieven op de uitlandsche producten, die van België uitgezonderd, zullen voor beide landen aanzienlijke gevolgen medebrengen, waarvan enkele dienen in het daglicht te worden gesteld.

Luxemburg is, evenals België, een industrieel land. Voor Luxemburg evenals voor België is een afzetgebied een hoofdfactor voor 's Lands welvaart. De gemeenschap der belangen zal de samenwerking van de zakenmannen der beide landen noodzakelijk maken; deze samenwerking zal gewis voldoende uitslagen opleveren: zij zal onze uitbreidingskracht verhoogen en onze industriele en handelskrachten versterken.

Het Groothertogdom met zijne bevolking van 250,000 inwoners zal, meer nog dan voorheen, eene belangrijke macht worden voor den verkoop van onze steenkolen, cokes en andere producten: als getrokken of geplet zink, machines en werktuigen, porcelein en ceramiek, vensterglas en spiegels, zeep en minerale oliën, scheikundige meststoffen, katoenen en wollen draden en weefsels, alsook linnengoed en confectie-artikelen, schoenen, koloniale waren over Antwerpen ingevoerd, eetwaren, chocolade en zeevisch.

De producten der Luxemburgsche metaalnijverheid zullen steeds een ernstige aanbreng zijn voor de haven van Antwerpen.

Onder de producten die het Groothertogdom ons bieden kan in ruil voor de onzen, dienen vooral de Moezelwijnen vermeld.

Eene bepaling met betrekking tot deze laatsten werd in het Verdrag ingelascht; zij ontslaat van alle accijnsrechten de producten van den Luxemburgschen wijnbouw.

Deze bepaling die de wijnbouwers van het Groothertogdom bevoordeelt is ook voor de Belgische verbruikers gunstig. Zij brengt in het bereik van ieders beurs een drank die spoedig bij ons naar waarde zal worden geschat.

*
* * *

Het Verdrag bevat zekere bepalingen welke den Luxemburgschen landbouw zullen bevoordeelen.

Onder de hoede van het *Zollverein*, waren de Luxemburgsche landbouwers vroeger zeker een min of meer winstgevend prijs van den verkoop hunner graangewassen te bekomen. De tarweteelt was aldus een van de grondslagen geworden van den landbouw van het Groothertogdom.

Het stelsel van vrijhandel dat nu op hen zal toegepast worden, wegens het Tolverbond met België, zal hen, voor den verkoop van hunnen oogst, tegenover de wereldconcurrentie stellen.

Het is gekend dat, op stuk van landbouw, eene plotselinge wijziging in de voorwaarden van exploitatie en verkoop ernstige bezwaren kan opleveren.

Deshalve werd in het Verdrag artikel 13 ingelascht, dat eene onrechtstreeksche bescherming aan de voortbrengers van graangewassen verzekert.

Het bepaalt dat, telkenmale dat bij het einde van het jaar vastgesteld zal worden, dat gedurende een of meer perioden van dit jaar de gemiddelde verkoopprijzen der voor de bereiding van brood geschikte graangewassen in het Tolverbond lager zijn geweest dan de gemiddelde prijzen der graangewassen in Lotharingen, er van de gemeenschappelijke ontvangsten eene zekere som zal worden afgehouden.

Deze som zal worden verdeeld tusschen België en het Groothertogdom in verhouding tot het getal hectaren in elk land bezaaid met voor de bereiding van brood geschikte graangewassen.

Wat is de omvang van deze bepaling?

Het geldt feitelijk de vaststelling van eene zekere wijze van verdeling der gelden voortkomend van de gemeenschappelijke ontvangst, in bepaalde gevallen.

In geval de voorwaarden van de mark ongunstig zijn voor de Luxemburgsche landbouwers, dan kan de Groothertogelijke Regeering vergen dat een deel der gemeenschappelijke ontvangst, dat bepaald zal worden door de berekeningen voorzien bij artikel 13, zal verdeeld worden onder beide Staten, niet meer volgens het cijfer der bevolking van elk grondgebied, zooals wordt voorzien bij artikel 11, maar wel in verhouding tot het getal hectaren in elk land bezaaid met voor de bereiding van brood geschikte graangewassen.

Uit gedane berekeningen blijkt dat in de praktijk, de uitslag ongeveer dezelfde zal zijn, hetzij de verdeling geschiedt volgens de uitgestrektheid der bezaaide velden of volgens de bevolking van beide landen.

Maar welke bestemming zal elke der beide Regeeringen geven aan het deel der ontvangsten dat zij bekomen zal? De Belgische Regeering die geen politiek heeft aangekleefd van bescherming van den landbouw door middel van rechtstreeksche toelagen en die dezen weg niet schikt op te gaan, zal in hare Schatkist de sommen bewaren die haar uit dien hoofde toekomen. De Luxemburgsche Regeering zal aan haar aandeel de bestemming geven die haar de meest geschikte schijnt. Het blijkt uit verklaringen afgelegd in den loop der beraadslaging over de Overeenkomst in de Luxemburgsche Kamer, dat de Groothertogelijke Regeering het voornemen heeft, bij het Luxemburgsch Parlement een wetsontwerp in te dienen, houdende bepaling van de modaliteiten volgens dewelke deze sommen in zekere gevallen onder vorm van toelagen aan de Luxemburgsche landbouwers zullen uitgedeeld worden. Maar het geldt hier een maatregel van binnenlandschen aard die alleen het Groothertogdom Luxemburg aanbelangt en waarbij wij niet hebben tusschen beide te komen.

* * *

De Overeenkomst van 25 Juli 1921 die het Tolverbond tusschen Luxemburg en België opricht, regelt tevens verschillende vraagstukken in verband met dit

stelsel of waarvan de oplossing moet bijdragen tot eene nauwere toenadering tusschen de bevolkingen der beide Staten.

Aldus bleek het op financieel gebied noodzakelijk aan de Luxemburgsche Regeering het middel aan de hand te doen om haar muntstelsel op meer gezonden grondslag te vestigen. Na den wapenstilstand en naar 't voorbeeld van Frankrijk en België vaardigde de Luxemburgsche Regeering een decreet uit, dat tevens het Deutsche geld buiten omloop stelde en eene inwisseling voorschreef van de in het land in omloop zijnde marken tegen door de Regeering voorloopig uitgegeven kasbons.

Deze uitwisseling geschiedde tegen fr. 1.25 per mark. Het bedrag der aldus uit den omloop getrokken bankbriefjes bedraagt ongeveer 200 miljoen mark. Om de Groothertogelijke Regeering in staat te stellen de voorloopige bankbriefjes uit te wisselen, heeft de Belgische Regeering (art. 22 der Overeenkomst) erin toegestemd dat de Groothertogelijke Regeering een leening zou aangaan van 175 miljoen frank, dewelke in België door de zorgen der Nationale Bank en tegen den voor de plaatsing geveergden interest zal uitgeschreven worden. De Luxemburgsche Regeering zal de opbrengst van deze leening in Belgische bankbiljetten ontvangen. Zij zal op deze som 2 t. h. interest betalen. De duur der leening zal gelijk zijn aan den duur der overeenkomst. Het Belgisch muntstelsel wordt aldus uitgebreid tot het Groothertogdom, behalve het recht voor dit laatste, voor de binnenlandsche behoeften, biljetten van 10 frank en minder en voor niet meer dan 25 miljoen frank in omloop te laten.

Ten slotte dient opgemerkt, dat de Belgische Regeering erin heeft toegestemd de marken over te nemen die in de Luxemburgsche Staatskassen zijn gedeponeerd.

* * *

Artikel 24 van de overeenkomst heeft betrekking op het vraagstuk der spoorwegen.

Het spoorwegstelsel van het Groothertogdom omvat de netten der twee vergunnighoudende vennootschappen : de « Société luxembourgeoise des chemins de fer et Minières du Prince Henri » en de « Société des chemins de fer du Guillaume-Luxembourg ». De door de « Société du Prince Henri » in bedrijf genomen spoorlijnen hebben eene uitbreiding van ongeveer 193 kilometer. Het net « Guillaume-Luxembourg », meet 194 kilometer.

De « Société du Prince Henri » exploiteert zelve haar net met het haar toebehoorend materieel. Dit is niet het geval met de « Société du Guillaume-Luxembourg ».

Sedert 1857 exploiteert deze vennootschap het net niet meer, ofschoon het steeds haar eigendom is. Het bedrijf ervan werd toevertrouwd aan vreemde spoorwegbeheeren, eerst Fransche, daarna Duitse.

Ten laatste waren het de Spoorwegen van Elzas-Lotharingen die het net van de Guillaume-Luxembourg exploiteerden. Wanneer op 1 Januari 1919 de Groothertogelijke Regeering hare overeenkomsten met Duitschland opzegde, werd het vraagstuk van de exploitatie van dit net opnieuw gesteld.

De onderhandelingen die daarover gevoerd werden tusschen België en Luxem-

burg, hadden voor uitslag de goedkeuring door beide Regeeringen van het beginsel bepaald bij artikel 24, van de eenmaking der exploitatie van het geheele Luxemburgsche net van normale spoorlijnen.

Om dit stelsel te verwezenlijken, kwamen verscheidene oplossingen in aanmerking. De eene bestaat in de exploitatie van het Groothertogelijk net door den Belgischen Staat; eene andere in de exploitatie van het net door middel van een door beide Regeeringen afgevaardigd lichaam.

Deze laatste oplossing schijnt de Luxemburgsche Regeering te willen goedkeuren. Op 16 December jongstleden werd een ontwerp van overeenkomst opgemaakt door de Groothertogelijke Regeering en de « Société des Chemins de fer et Minières du Prince Henri » voor de exploitatie door deze vennootschap van het geheele normale spoorwegnet van het Groothertogdom, bestaande uit de lijnen « Prince Henri » en « Guillaume-Luxembourg ».

Alvorens definitief te worden, dient dit ontwerp van overeenkomst door de Luxemburgsche Kamer goedgekeurd. Het werd medegedeeld aan de Belgische Regeering die zal geroepen worden haar meening dienaangaande te doen kennen.

*
* *

Begaan met den wensch de intellectuele betrekkingen nauwer toe te halen tusschen de twee landen, reeds economisch verbonden, hebben de onderhandelaars de sluiting voorzien van eene bijzondere overeenkomst met betrekking tot de vraagstukken van wetenschap, letterkunde en onderwijs.

Deze overeenkomst werd ondertekend op 23 September 1924, door den heer Destrée, Minister van Kunsten en Wetenschappen enerzijds, en den heer Bergh, Algemeen Bestuurder van de Binnenlandsche Zaken en het openbaar onderwijs anderzijds.

Zij voorziet namelijk uitwisseling van leeraars en leerlingen en de gelijkwaardigheid van studiën en diplomas. Zij stelt daarenboven eene Bestendige gemengde Commissie in, belast met het onderzoek der vraagstukken in verband met de betrekkingen op stuk van onderwijs, letterkunde en wetenschap.

*
* *

Artikel 26 bepaalt dat in de plaatsen waar het Groothertogdom Luxemburg geen consulaire agenten bezit, de behartiging der Luxemburgsche belangen aan de Belgische consulaire agenten zal worden toevertrouwd.

Deze bepalingen zijn het natuurlijk besluit van het tolverbond zelve. Zij geven aan de Luxemburgsche onderdanen het recht voor de behoeften hunner zaken de medewerking te vragen der vertegenwoordigers van de Belgische Regeering.

*
* *

De onderhandelaars van de overeenkomst hebben voorzien dat de uitvoering ervan aanleiding zou geven tot talrijke gedachtenwisselingen tusschen beide Regeeringen. Zij hebben ook gemeend dat het streven van beide landen moest doelen op eene geleidelijke aanpassing van beider wetgevingen.

Het is om deze werkzaamheden te centraliseeren, dat de Overeenkomst eene

gemengde instelling in het leven roept, betiteld: « Hoogere Raad van het Verbond ». Deze zal belast zijn met de verbinding in stand te houden tusschen beide Regeeringen en de regelingen voor te bereiden die de Overeenkomst voorziet.

Mocht daarbij een geschil oprijzen tusschen beide Regeeringen over de verklaring en de toepassing van een der bepalingen van de overeenkomst, dan zou dit geschil scheidsrechterlijk worden geslecht.

Artikel 28 regelt de samenstelling en de werking van het scheidsgerecht.

Elke Partij zal, onder hare landgenooten, een bevoegden persoon als scheidsrechter benoemen, en beide Partijen zullen overeenkomen over de keus van een derden scheidsrechter, die een onderdaan van een derden, bevrienden Staat zal zijn.

In geval van oneenigheid zal de derde scheidsrechter door het Bureau van den Volkenbond aangewezen worden.

Het Belgo-Luxemburgsch Verdrag is gesloten voor een duur van vijftig jaar.

III.

Eenige leden van de Commissie hebben zich tegenstanders verklaard van het stelsel van het Economisch Verbond, dat zij ongunstig achten voor onze metaalnijverheid. Hunne opwerpingen, die men terugvindt in onderscheidene documenten tot de Regeering en de Leden der Wetgeving gericht door de groepeerings der Belgische Hoogovens en Staalfabrieken, worden uiteengezet in eene nota der minderheid, die de Commissie beslist heeft bij haar verslag te voegen.

Zonder in de bijzonderheden te treden van eene technische bespreking en in afwachting dat de Minister van Buitenlandsche Zaken in de Kamer de verklaringen herhale, die hij ons gedaan heeft, moeten wij de redenen opgeven die ons de vrees door de meerderheid gekoesterd overdreven doen schijnen en die de Commissie doen gelooven dat de Overeenkomst de middelen voorziet om sommige gevolgen van het Economisch Verbond te voorkomen of te verbeteren, die in zekere middelen vrees deden ontstaan voor het lot van een onzer groote nijverheidstakken.

Het staat bekend dat onze metaalnijverheid, die voor den oorlog den voorrang had op de gelijkaardige nijverheid van het Groothertogdom, thans door deze laatste wordt voorbijgestreefd op het stuk van prijs, en dat zij van dien kant op ernstige mededinging stuit.

Statistieken, vastgesteld op 1 September 1921, werden voorgelegd om deze minderwaardigheid nader toe te lichten; zonder deze cijfers te willen bespreken stellen wij enkel vast dat de Belgische toltarieven, ofschoon verdubbeld en verdriedubbeld, onze nijverheid niet beveiligd hebben tegen de kwaal waarover zij klaagt.

Men ziet onmiddellijk dat, zoo het Economisch Verbond niet tot stand komt, het kwaad zal voortduren. Het gevaar zal zelf ontstaan, het te zien toenemen, want de Luxemburgsche nijverheid, vrij van elken band tegenover België, zal nieuwe kiemen van uitbreiding vinden in de elders gesloten cartels, hetzij in Duitschland, hetzij in Frankrijk.

En het eenige redmiddel zou dan zijn de toevlucht tot strenge beschermende rechten, in strijd met onze overleveringen en met de noodzakelijke regelen van onze tolpolitiek.

Het Economisch Verbond daarentegen zou toelaten de belangen aan te passen en te ordenen, en zou de overeenkomsten tot gelijkmaking der nijverheidsvoorwaarden.

Sommigen wijten, gedeeltelijk althans, den tegenwoordigen toestand aan het voordeel voortspruitend voor de Luxemburgsche fabrieken uit de nabijheid der ertslagen, zij hebben aldus de vervoerkosten niet te betalen die op de Belgische ondernemingen drukken. Maar het is moeilijk bij deze beschouwing stil te blijven. Vóór den oorlog genoot de Belgische nijverheid eene uitmuntende ligging, en talrijke specialisten doen opmerken dat de onmiddellijke nabijheid der koolmijnen een element van welvaart is dat de uitbreiding verklaart van de metaalfabrieken in Westfalen, evenals in de streken van Luik en Charleroi.

Het vraagstuk van de bevoorrading aan cokes van deze twee mededingende nijverheidstakken verdient meer aandacht.

De Luxemburgsche nijverheid betaalt de cokes goedkooper dan de Belgische nijverheid. Vóór den oorlog verbruikten Belgen en Luxemburgers over 't algemeen 50 % Deutsche en 50 % Belgische cokes. Sedert den wapenstilstand geschiedt de bevoorrading aan cokes onder heel andere voorwaarden.

Volgens de ons geleverde cijfers, betalen onze nijveraars thans 120 frank per ton Belgische cokes en fr. 69.50 per ton Deutsche cokes, waarvan daarenboven slechts eene kleine hoeveelheid beschikbaar is.

De Luxemburgsche nijveraars die door Frankrijk worden bevoorraad, gedeeltelijk door middel van leveringen uit Duitschland, betalen sedert 1 Januari 65 frank. Maar de vergelijking der prijzen sedert den wapenstilstand wijst eene eigenaardige onvastheid en talrijke schommelingen aan. Voor een jaar was het verschil ten voordeele der Belgische Nijverheid die, tot op 1 Januari 1921, slechts 135 tot 145 frank per ton betaalde, terwijl men, in het Groothertogdom 175 tot 245 frank betaalde.

Vervolgens kwam er eene strekking tot gelijkstelling der voorwaarden. Het Economisch Verbond zal een duur hebben van vijftig jaar. Wanneer het geldt een stelsel vast te leggen voor eene halve eeuw, dan mag men definitieve besluiten niet laten berusten op een toestand van zulken veranderlijken aard, en die men overigens voor tijdelijk mag houden. De algemeene storing, die op den oorlog is gevolgd en die al de voorwaarden der voortbrengst heeft ontreddeerd, zal geleidelijk slinken en de markt zal stilaan weer normaal worden.

De Belgische metaalnijveraars vreezen ook voor het verlies der voordeelen hun door de tolgrens verzekerd die thans beide landen scheidt. De opheffing der rechten aan de Luxemburgsche grens zal gewis zekere bezwaren voor hen opleveren, maar twee redenen verminderen den omvang ervan. Vooreerst komt op onze inlandsche markt slechts ongeveer een vierde van 's lands metaalvoortbrengst, en het overige wordt uitgevoerd.

Het is dus niet op de Belgische markt maar veel meer op de uitheemsche markt dat onze fabrieken aan de Luxemburgsche mededinging blootstaan. Daarbij wor-

den de zwaarste rechten van ons tarief geheven op geheel- of half-fabrikaten, en juist de Luxemburgsche invoer van deze soort producten in België is zeer beperkt en van gering belang. De opheffing dezer rechten is dus niet van zulken aard dat zij aan de Belgische metaalnijverheid eene zware schade zou berokkenen.

Daarbij mag men, naast de belangen der voortbrengers, niet over het hoofd zien deze der verbruikers, der ondernemingen die metaalproducten bezigen, en onder meer die der bouwnijverheid welke aan duizenden arbeiders werk verschaft. Al wat de prijs doet stijgen van de grondstoffen en de half-producten die zij behoeven, kan slechts hunne mededingingskracht in het buitenland verzwakken en in het binnenland de prijzen opjagen.

Ten slotte vreest de Belgische nijverheid, die door onze vervoertarieven is begunstigd, dat dit voordeel teniet worde gedaan door eene strenge toepassing van het beginsel van gelijkheid in het Verdrag geschreven.

Maar het vraagstuk van de tarieven en dit van de latere spoorwegregeling wordt thans onderzocht en besproken, en zoo het nieuwe stelsel onze nijverheid in een minderwaardigen toestand had gebracht, dan zou de paritaire commissie, door het Verdrag ingesteld, optreden om billijke wijzen van vergoeding op te zoeken.

Artikel 3, § 3, van de Overeenkomst omschrijft nauwkeurig de rol van deze instelling : ten einde de belangen der nationale metaalnijverheid van beide landen te vrijwaren, zal eene paritaire commissie een juist evenwicht zoeken te verkrijgen in de voorwaarden van bevoorrading aan grondstoffen en van afzet der voortbrengst.

Deze Commissie zal van bestendigen aard zijn. Zij zal zoolang bestaan als het Economisch Verbond zelf. De gelijke invloeden der beide nijverheidsgroeperingen zullen in haren schoot samenwerken tot de aanpassing der belangen. Zij zal de geschikte maatregelen aanbevelen om de gelijkheid der voortbrengstvoorwaarden tot stand te brengen. Van haren kant zal de Regeering gewis geneigd zijn op hare raadgevingen in te gaan en haar te helpen bij de volbrenging harer opdracht.

Mochten bezwaren oprijzen die oneenigheid zouden voor gevolg hebben in den schoot der Commissie, dan zou het Scheidsgerecht waarvan artikel 28 van het verdrag de tusschenkomst voorziet, de tariefmaatregelen bepalen, welke billijkheidshalve dienen getroffen te worden.

Dit zijn doelmatige waarborgen die de nijveraars zullen geruststellen, en de bezwaren welke zij duchten zullen uit den weg ruimen of verminderen.

Het ligt voor de hand, dat een economisch verbond tusschen twee landen die onder eene verschillende tolregeling hebben geleefd, de eene van vrij-handel, de andere van strenge bescherming, en waarvan sommige nijverheidstakken mededingend tegenover elkaar staan, niet op een dag tot stand kan komen zonder schokken of tijdelijke moeilijkheden. Een tijdperk van aanpassing zal ongetwijfeld eerst verlopen, alvorens de twee groepen bij elkaar aansluiten en tot eenheid komen.

Reeds heeft België groote kapitalen belegd in belangrijke Luxemburgsche ondernemingen, en de handelslieden van beide landen komen vaak in voeling.

Men mag terecht hopen dat dit bij de nieuwe regeling nog meer zal toenemen, en dat in den geest door het verbond geschapen, Belgische en Luxemburgsche nijveraars zullen toenadering en verstandhouding zoeken, cartels stichten voor den verkoop en voor de verdeeling der afzetgebieden, en de voortbrengingskracht en uitbreiding der beide verbonden landen nog doen toenemen.

Onder den drang dezer gevoelens, begaan met de algemeene en hoogere belangen en betrouwend op de toekomst van het Economisch Verbond tusschen België en Luxemburg, stelt de Commissie aan de Kamer voor de Overeenkomst van 25 Juli 1924 goed te keuren.

De Verslaggever,

PAUL HYMANS.

De Voorzitter,

ÉMILE BBUNET.



Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles le 25 juillet 1921,
entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg et établissant une
Union économique entre les deux pays.

NOTE DE LA MINORITÉ

Considérations générales sur l'unité économique belge.

Le projet d'union douanière soumis aux délibérations du Parlement est un des plus graves que celui-ci ait eu à examiner depuis l'armistice.

La décision à laquelle il s'arrêtera, après un examen auquel il prêterait certainement toute l'attention et l'objectivité qu'exige un tel problème, exercera une influence considérable, aux conséquences peut-être définitives, sur l'avenir du pays.

Il n'est donc pas admissible un instant d'envisager cette question, non même pas sous l'angle étroit d'intérêts privés, si respectables qu'ils soient, mais même au point de vue des intérêts spéciaux et particuliers de quelques régions, si ces intérêts sont en opposition avec ceux du pays considéré dans son ensemble.

C'est l'intérêt national, lequel domine tous les autres, qui doit prévaloir. Sur ce principe nous sommes en communauté d'idée et de sentiment avec nos honorables collègues partisans de la Convention récemment ratifiée, à une faible majorité, après de longs débats, par la Chambre luxembourgeoise.

Mais il importe de discerner ce que veut l'intérêt national et de déterminer si la convention proposée est favorable, indifférente ou préjudiciable à cet intérêt.

Une étude approfondie et impartiale de la question nous a donné la conviction très nette que cette convention, si elle est adoptée, sera non seulement préjudiciable, mais réellement néfaste à la vie économique de la nation belge.

Pour bien faire ressortir les causes de nos appréhensions et de nos alarmes, nous rappellerons ici que la formation ou la fixation quasi définitive des grands États modernes d'Europe occidentale a coïncidé généralement avec les débuts du machinisme industriel qui a bouleversé les anciennes conditions de production.

La Belgique, notamment, est née à l'indépendance en cette période où les applications techniques de la vapeur préparaient le règne de la grande industrie contemporaine, dont la disparition ne se concevrait plus sans catastrophe.

Chaque région du pays a coopéré au développement progressif de la collectivité nationale en adoptant et en perfectionnant les genres d'activité qui répondaient

le mieux à ses ressources naturelles, à sa position géographique, à ses traditions séculaires, aux aptitudes ataviques ou aux facultés acquises de ses habitants. Cette adaptation, quoique déjà préparée par une longue communauté d'existence sous des régimes divers, ne se réalisa point sans crise, dont certaines furent douloureuses. Plus d'une industrie ancienne succomba qui ne put résister à la concurrence, même intérieure, privilégiée par les circonstances.

Mais, progressivement, il en est résulté une harmonisation toujours plus complète qui a fondu et fusionné les parties dans le tout et constitué une Belgique heureusement équilibrée. Ici, ce fut l'agriculture; là, les tissages et les manufactures; plus loin, l'industrie du fer et du verre, établie à proximité des charbonnages.

Ainsi chaque région a son labeur spécial, son originalité propre, mais chacune a besoin de toutes, nulle ne pourrait vivre sans les autres; la décadence d'une seule d'entre elles entraînerait l'appauvrissement de l'ensemble et romprait l'équilibre établi par l'œuvre patiente du temps. C'est précisément ce qui fait, si l'on veut bien y réfléchir, en dépit de divergences parfois excessives et d'aspirations parfois mal conçues, mal exprimées ou mal comprises, l'indestructible unité de la patrie : nos destins sont à jamais liés par la volonté souveraine de la nature et la solidarité toute-puissante d'un passé dont rien ne saurait abolir les travaux.

Mais cette unité même nous impose des obligations sévères. Il ne nous est pas permis d'y porter la main au risque de la rompre, fût-ce en invoquant la raison de l'élargir par l'adjonction de nouveaux éléments.

Dans cette hypothèse, il ne faut pas, sans doute, rejeter *a priori* la solution de l'élargissement. Celle-ci doit être examinée avec une attention scrupuleuse, avec la prudence, la clairvoyance et le sang-froid que dicte, aux représentants passagers de la nation appelée à traverser les siècles, le souci d'assurer sa grandeur et de maintenir intacte sa vitalité. La question qui se pose à eux est de savoir si l'admission au foyer commun d'étrangers sollicitant leur adoption ou leur présence à titre d'hôtes permanents ne peut, à défaut même d'avantages présumés, devenir une cause de trouble perpétuel et de destruction irréparable de l'équilibre ancien.

Le devoir commande parfois de voter, sans hésitation, dans un sens affirmatif. Le Parlement français, par exemple, n'a même pas pris de résolution spéciale pour la réintégration de l'Alsace-Lorraine. Cette réintégration allait de soi et ne se discutait point. En 1871, la conquête allemande des deux provinces, incorporées depuis si longtemps dans l'unité française, eut pour résultat de blesser celle-ci au point que la France dut en modifier radicalement sa politique économique.

Aujourd'hui, le retour de ces régions essentiellement industrielles imposera à la France un changement complet d'orientation dans ses méthodes douanières. Il n'est pas téméraire de prédire que la période de réadaptation lésa des intérêts particuliers et régionaux. Mais ce sacrifice est indispensable au bien public. Nul n'oserait s'en plaindre ni surtout en proposer le rejet égoïste : c'est un malaise transitoire à souffrir dont le pays recueillera, dans quelques années, une prospérité matérielle plus grande et un rayonnement moral plus éclatant.

En sera-t-il de même pour notre union projetée ? Le Luxembourg entend conserver sa souveraineté d'État, et la Belgique est trop loyale pour oublier jamais l'engagement d'honneur pris solennellement à l'égard du petit pays voisin et ami. Il s'agit donc, avant tout, de conclure une affaire où ce serait une périlleuse naïveté d'introduire le sentiment. Rendons à la Chambre luxembourgeoise ce témoignage qu'elle s'est bien gardée de tomber dans une telle erreur. Elle a discuté uniquement les avantages et les inconvénients économiques du traité par rapport aux intérêts du Luxembourg.

Elle nous a donné ainsi l'exemple de la sagesse. Ne nous laissons pas égarer par des considérations abstraites et essentiellement discutables. Le texte de la convention, le désir de l'un et la garantie de l'autre quant à l'autonomie politique réciproque limitent avec précision le terrain du débat : encore une fois, on est en présence d'une affaire, d'un contrat d'association à terme, pour des buts nettement spécifiés.

Il faut donc examiner les apports de chacun à l'association. Quel est celui de la Belgique ? Toute sa puissance financière, économique, politique. Elle s'impose des sacrifices qui se chiffreront par millions annuellement. Et le Luxembourg ? Il nous apporte, en compensation d'un marché intérieur insignifiant, d'ailleurs orienté vers l'Alsace-Lorraine qui aura un traitement de faveur, sa production métallurgique à écouler par nos soins, sur nos marchés, en concurrence et aux dépens de notre propre industrie dont nous assurons déjà à grand'peine l'exportation en temps normal. Ainsi, l'affaire n'est pas seulement médiocre, elle est mauvaise, elle est désastreuse, elle est une duperie qui, nous en avons la crainte trop fondée, nous coûtera cher.

On déclare que la Commission paritaire aura pour mission de rechercher le rétablissement de l'égalité entre les deux industries. Notre conviction est que ses efforts seront illusoires, car elle sera prisonnière de la lettre et de l'esprit de la convention, et les Luxembourgeois s'en targueront pour défendre leur supériorité. Ils vendront leurs produits, grâce à nous, tandis que les nôtres demeureront invendables tant qu'une tonne luxembourgeoise sera disponible.

Nous n'ignorons pas la réponse opposée à cette observation dont on ne nie d'ailleurs point la pertinence : « Si notre industrie ne peut pas lutter à armes égales, elle est vouée inexorablement à la disparition, et les transformateurs, prétend-on, ne s'en plaindront pas qui ont besoin de matières brutes au meilleur marché. »

Appartient-il à la Belgique de compromettre et de condamner presque d'un cœur léger une industrie nationale pour la restauration de laquelle le Trésor public a versé près d'un milliard ?

Il eût mieux valu, si l'on avait l'intention de l'abandonner aux entreprises d'une rivale, n'ayant pas souffert de la guerre, la laisser saccagée, ruinée, morte, et ne pas affecter des centaines de millions à la réédifier simplement pour la détruire une seconde fois.

On abuse de l'opinion des transformateurs. Ceux-ci ont, pour la plupart, soutenu la métallurgie nationale. D'abord, parce qu'eux-mêmes sont menacés par le développement, dans le Grand-Duché, des industries de transformation.

Ensuite, parce qu'ils comprennent fort bien que, si la métallurgie belge disparaissait, ils deviendraient tributaires du monopole luxembourgeois au lieu de bénéficier de la concurrence présente entre les deux métallurgies.

La nôtre est donc gravement menacée. Si elle ne disparaît pas entièrement, — et cette disparition n'est pas invraisemblable, — elle verra son expansion brisée et vivra avec peine, incapable de progresser, atteinte d'anémie et de langueur. Or, la convention ne liera les associés que pour un demi-siècle au maximum. Encore peut-elle être dénoncée avant ce terme extrême. Les Luxembourgeois ne sont pas enthousiastes d'un accord auquel ils se résignent par nécessité, après avoir souhaité autre chose. Si les circonstances se modifiaient, n'auraient-ils pas la tentation d'agir sur nous pour obtenir la restitution de leur parole?

Bref, quel qu'en soit le moment, la séparation amiable doit être prévue.

Et alors nous courrons le risque de nous retrouver dans nos propres frontières économiques ayant perdu notre industrie du fer absorbée par notre ex-associé, parti vers d'autres destinées. L'équilibre actuel, qui fait l'unité profonde du pays, sera rompu sans espoir de reconstitution possible. Car les capitaux se seront graduellement évanouis, la main-d'œuvre se sera dispersée aux quatre vents de l'émigration. Toute l'économie nationale en sera ébranlée, frappée d'une crise aux résultats imprévisibles.

L'hypothèse, malheureusement trop plausible, d'un tel aboutissement nous dicte notre opinion et notre vote. C'est au nom de l'intérêt national que nous convions nos honorables collègues à réfléchir mûrement avant de prendre une résolution grosse de conséquences pour l'avenir. Si le Luxembourg, comme l'Alsace-Lorraine, réintégrait la vieille maison de famille, l'intérêt national se présenterait sous un autre aspect, et certains signataires de cette note n'hésiteraient pas d'acclamer un retour désormais définitif. Mais, placés devant un projet léonin qui endosse au pays toutes les charges et tous les aléas, qui menace dans son existence une branche d'activité indispensable à sa vie économique et à sa sécurité militaire, — car l'industrie métallurgique est un des éléments essentiels de la défense nationale, — c'est avec le sentiment raisonné de bien servir la chose publique qu'ils le repoussent et invitent la Chambre à ne pas l'adopter dans la teneur et l'esprit où il lui est proposé.

Nous abdiquons notre indépendance au point de vue économique.

Notre intention n'est pas de relever toutes les critiques de détail que l'on peut opposer au Traité.

Nous n'examinerons ici que les points essentiels de l'accord, sur lesquels nous attirons l'attention du Parlement et du Pays. A la Commission non seulement nous n'avons pu obtenir des explications de nature à nous rassurer, sinon à nous satisfaire complètement, mais des collègues ont déclaré qu'il y avait incontestablement des équivoques dans la rédaction du Traité.

Un des plus graves reproches que nous faisons à celui-ci, c'est qu'il compromet notre souveraineté au point de vue économique. En effet, si le Luxembourg

accepte d'appliquer notre législation douanière actuelle, il n'est nullement pour l'avenir engagé à ratifier les modifications que nous jugerions de notre intérêt d'y apporter. En cas de contestation ou de désaccord, d'après l'article 28, l'une des parties contractantes aura le droit de recourir au tribunal d'arbitrage. C'est-à-dire qu'en définitive le litige sera tranché par un tiers arbitre neutre, et que nous admettons conséquemment de livrer à la décision d'un étranger, nos intérêts primordiaux.

Il est vrai que l'on conteste cette interprétation. On soutient que, dans le cas de mésentente quant aux modifications douanières, le droit du Luxembourg se bornera simplement à présenter ses observations et à essayer de les faire prévaloir auprès de nos représentants au sein du Conseil supérieur de l'Union.

Cette interprétation aurait pu tout au moins être plaidée après une lecture superficielle du projet de convention. Mais elle est réfutée par une étude plus approfondie. D'ailleurs, elle ne peut plus être même prise en considération après la note du Gouvernement belge au Gouvernement luxembourgeois, dont nous n'avons eu connaissance que par la lecture qu'en a faite le « statsminister » Reuter à la Chambre luxembourgeoise. Cette note est ainsi conçue :

« Le Gouvernement belge a l'honneur de faire connaître au Gouvernement luxembourgeois qu'il est d'accord avec celui-ci au sujet de l'interprétation qu'il donne à l'article 4 du traité belgo-luxembourgeois. Dans le cas où la Belgique aurait l'intention d'introduire des modifications aux lois et règlements en vigueur en matière douanière, elle prendrait préalablement l'avis du Conseil supérieur de l'Union prévu à l'article 27.

En cas de conflit d'intérêts, le Conseil supérieur de l'Union s'efforcera de trouver un terrain de conciliation. Dans le cas où il n'aboutirait pas au résultat voulu, la question serait réglée au moyen de négociations entre les deux Gouvernements et, enfin, cette question pourrait être soumise à l'arbitrage du tribunal organisé par l'article 28. »

M. Reuter a dit qu'aucun doute n'est possible quant à la signification précise de ce texte. Il a insisté sur ce droit de veto, uniquement tempéré par l'arbitrage :

« La législation ne peut être modifiée par le Gouvernement belge qu'après que la chose a été soumise au Conseil supérieur économique pour y être discutée. Les délégués luxembourgeois feront valoir nos réclamations, et, éventuellement, le tribunal d'arbitrage tranchera les difficultés insolubles.

« Quelques orateurs ont déclaré que par là, le Gouvernement belge avait seulement l'obligation d'écouter les autorités luxembourgeoises, mais qu'après cela il avait la liberté d'introduire les modifications comme bon lui semblait. »

M. Reuter déclare que cette interprétation repose sur un malentendu, l'article 24 devant être lié à l'article 4 : « L'article 24, déclare le Ministre d'État luxembourgeois, ne prévoit rien d'autre que la publication primitive, unique et globale de toutes les dispositions belges qui seront en vigueur lors de la ratification du traité, à l'exclusion de toute modification future... Si nous avons accepté une obligation aussi grave que celle de publier automatiquement toutes les modifications de la législation belge, cette obligation aurait dû être inscrite

expressément dans le texte du traité... *Le Conseil supérieur n'a, tout comme la Commission mixte, qu'un caractère de conseiller, et seul le tribunal d'arbitrage peut lier les deux Gouvernements et trancher les conflits sans appel.* »

Nous pourrions multiplier les citations. Celles-ci suffisent amplement pour démontrer que M. Reuter n'a aucun doute quant à la compétence du Tribunal d'arbitrage; en cas de litige pour des modifications au régime douanier actuel, quelles qu'elles soient, ce tribunal tranchera en dernier ressort.

Il en résulte que nous abdiquons notre souveraineté en matière économique en ce qui concerne nos relations extérieures. Celles-ci seront, dans les questions les plus graves, réglées, sans appel, par un étranger dont la volonté d'impartialité ne pourrait, nous l'espérons, être mise en doute même si son propre pays y avait quelque intérêt indirect, mais qui n'en sera pas moins le maître de léser notre expansion et nos relations avec les autres puissances. Or, à notre époque on sait combien les questions économiques exercent d'influence sur les questions politiques et les rapports entre nations.

A elle seule, cette clause draconienne, qui abolit notre indépendance d'État, notre liberté d'action dans un domaine où il importe spécialement qu'elle demeure entière, devrait entraîner le rejet de la convention proposée.

La fissure du Traité spécial avec la France.

Et le Gouvernement belge a admis une dérogation à ce régime déjà si préjudiciable à nos intérêts.

M. Reuter a déclaré à la Chambre luxembourgeoise le 14 décembre dernier :

« Au début des négociations belgo-luxembourgeoises, nous avons déclaré, sur la déclaration du Gouvernement français, que les négociations en cours avec la France, dans le but de régler les relations économiques entre le Luxembourg et l'Alsace-Lorraine, devraient être conduites en présence des représentants luxembourgeois, qui devaient avoir le droit de représenter nos intérêts en toute indépendance. Cette condition fut acceptée et le Gouvernement belge n'a jamais contesté que nous ayons fait cette réserve. »

Par la suite le Gouvernement français a proposé de s'occuper non seulement des relations entre le Grand-Duché et l'Alsace-Lorraine, *mais aussi de toutes les questions qui peuvent être à résoudre entre la France et le Luxembourg.*

Le Gouvernement belge a acquiescé officiellement à cette réserve par la lettre suivante qu'a lue M. Reuter, et que nous ignorerions encore sans cette initiative du « statsminister » luxembourgeois. Cette lettre dit :

« En ce qui concerne la question du règlement des relations économiques entre la France et le Luxembourg, le Gouvernement du Roi ne peut que confirmer la déclaration que M. Lejeune a faite à M. Reuter en date du 24 septembre dernier. Les délégués luxembourgeois prendront part aux négociations avec la France, au même titre et avec les mêmes pouvoirs que les délégués français et belges. Cette disposition constitue une dérogation à l'article 5 du traité du 25 juillet 1921. »

M. Reuter commentant cette lettre, a ajouté : « Il s'ensuit que la convention avec la France ne sera pas conclue par la Belgique au nom du Luxembourg, mais par le Luxembourg en son propre nom et que ce traité, comme tous ceux que le Gouvernement conclura au nom du Pays, doit être ratifié par la Chambre ».

Evidemment on dit que les délégués belges auront le droit, le cas échéant, de s'opposer à un accord franco-luxembourgeois qui leur semblerait préjudiciable, pour un motif quelconque, à la Belgique. Mais nos délégués auront alors à lutter, pied à pied, contre ceux du Luxembourg et de la France. Souvent, dans ces cas-là, on finit par des concessions réciproques dont on ne peut toujours prévoir toutes les conséquences.

Cette dérogation, *non inscrite dans le projet de convention*, est donc dangereuse. Elle détruit même une partie de toute l'économie du projet puisqu'il est probable que, de ce chef, les relations économiques franco-luxembourgeoises seront différentes des relations franco-belges.

Ainsi, voilà une Union qui débute par un traitement différentiel dans les rapports avec une tierce puissance. Elle n'est pas complète. Elle comporte une fissure. Faut-il insister sur l'illogisme dangereux d'une telle situation?

La Commission paritaire et les intérêts vitaux de la métallurgie.

L'article 3 prévoit l'égalité pleine et entière des citoyens des deux États sur le terrain économique.

Il stipule cependant : « Toutefois, en vue de sauvegarder les intérêts de l'industrie métallurgique nationale des deux pays, une Commission paritaire recherchera un juste équilibre dans les conditions d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement de la production. En cas de désaccord ce juste équilibre sera formulé en des mesures tarifaires à définir par le tribunal arbitral prévu à l'article 28.

Pour l'approvisionnement en combustibles et autres matières premières, les deux pays doivent être placés sur le pied d'une parfaite égalité ».

Nous avons essayé vainement jusqu'ici d'obtenir des explications claires et catégoriques quant au sens exact de ces passages.

Nous voudrions que le Gouvernement éclairât le Parlement, d'une manière précise, sur ces questions :

1° Faut-il considérer la réserve faite pour l'industrie métallurgique comme une dérogation au principe d'égalité proclamé par l'article?

2° L'industrie métallurgique belge verra-t-elle sa situation ancienne maintenue par l'application exclusive de tarifs de faveur et de toute autre mesure, fût-ce la conservation d'une prime indirecte à l'exportation? Bref, la situation respective des deux industries sera-t-elle conservée dans la proportion des conditions particulières de chacune d'elles en 1914, ainsi que le Gouvernement en a fait constamment la promesse formelle?

3° La Commission paritaire, d'après les discussions entre négociateurs des

deux États, a-t-elle le droit et le pouvoir d'établir une telle dérogation au principe général du traité? Le tribunal arbitral, le cas échéant, devrait-il imposer cette dérogation en appliquant des tarifs différentiels tant pour l'intérieur que pour l'exportation?

4° En cas de péréquation des charbons et des cokes, les Belges seraient-ils tenus de fournir aux Luxembourgeois une part de la production nationale disponible, proportionnelle aux besoins de leur consommation?

Ces éclaircissements et ces précisions quant à des engagements déjà pris sont, répétons-le, indispensables.

La question ferroviaire et nos finances.

L'article 24 s'occupe de la question ferroviaire. L'exploitation des chemins de fer luxembourgeois à voie normale fera l'objet d'un arrangement entre les deux pays, en vue d'assurer la dite exploitation avec le concours de la Société luxembourgeoise Prince Henri.

Mais si cet arrangement — dont nous espérons que la Chambre aura communication, — n'est pas conclu dans le délai de six mois à dater de la signature de la convention, le Gouvernement belge assurera, si le Gouvernement luxembourgeois en exprime le désir, l'exploitation du Guillaume-Luxembourg par les soins de l'Administration de l'État belge aux conditions actuelles.

Outre la redevance de 250,000 francs par an due au Gouvernement luxembourgeois, le Gouvernement belge payera à ce dernier, en francs belges, une somme annuelle de 3,866,400 francs en acquit du fermage dû à la Société Guillaume-Luxembourg.

Pendant un an, à partir de l'exploitation par l'État belge, le Gouvernement luxembourgeois pourra déclarer qu'il entend intervenir dans les résultats de cette exploitation pour la moitié ou pour une fraction moindre, moyennant l'apport des capitaux correspondants.

Enfin, un régime définitif sera établi par une convention entre les deux États. Seule, une décision du tribunal arbitral pourra mettre un terme au régime provisoire d'exploitation.

De tout quoi il résulte :

1° Que le Luxembourg touchera sa redevance et le fermage dû au Guillaume-Luxembourg, l'une et l'autre payés par la Belgique ;

2° Que le Luxembourg interviendra dans l'exploitation seulement s'il y trouve un bénéfice certain ;

3° Que cette hypothèse devant être écartée au moins pour de longues années, c'est la Belgique qui endossera les déficits résultant de l'exploitation et du rééquipement de la ligne. Ceux-ci sont évalués, par des hommes qui n'ont aucune raison d'exagérer, à vingt millions annuellement en tenant compte de l'application des nouvelles lois. Cette somme devra être déboursée par le Trésor belge, en ces temps critiques où la nécessité vitale s'impose de faire des économies à outrance.

Combien durera ce provisoire? Rien ne l'indique. M. Reuter estime qu'il

pourrait se prolonger pendant cinq années. En admettant le délai prévu, la dépense pour les finances belges sera, rien que de ce chef, de cent millions sans préjudice de ce que nous coûtera par la suite le régime appelé à remplacer le provisoire. Ici encore, la méfiance est une manifestation de prudence.

Le Gouvernement belge a-t-il le droit d'offrir cette munificence au Luxembourg pour un intérêt d'ordre spécial singulièrement aléatoire, alors que le pays, quasi sursaturé d'impôts, supporte une dette qui atteindra bientôt quarante milliards ?

Conclusion.

D'autres raisons, certes considérables, s'ajoutent à celles que nous venons d'énumérer pour faire repousser le projet dans la teneur qui nous est proposée. Nous nous bornerons à en énumérer les principales, qui seront développées au cours de la discussion :

1° Perte à résulter de l'entrée en franchise des produits et des vins luxembourgeois ;

2° Réduction sur les chemins de fer belges, des tarifs de faveur des transports luxembourgeois ;

3° Allocation d'au moins sept millions par an à l'État luxembourgeois pour parfaire les intérêts de l'emprunt, cet État n'intervenant lui-même que pour 2 % ;

4° Avantages accordés pour le remboursement des marks payés par l'Allemagne pour les produits métallurgiques et les produits agricoles luxembourgeois, au cours de la guerre ;

5° Diminution directe et indirecte des recettes résultant, pour l'État, les Provinces et les Communes, de la diminution d'activité de l'industrie métallurgique belge ;

6° Danger de voir le Luxembourg servir à l'Allemagne de moyen de pénétration industrielle, commerciale et financière en Belgique ;

7° Avantages considérables accordés à l'agriculture luxembourgeoise et reconnaissance d'un protectionnisme qui pourrait devenir, pour nos propres agriculteurs un prétexte à réclamer le « traitement d'égalité » avec leurs confrères luxembourgeois.

Ces raisons suffisent amplement pour inciter le Parlement à ne pas suivre la voie téméraire où l'on veut l'engager.

Encore une fois, il faut se garder d'introduire des « arguments » d'ordre sentimental dans une affaire où le devoir primordial est de sauvegarder les intérêts vitaux du pays. Celui-ci, moins que jamais, a les moyens de faire une politique de grand seigneur en vue d'acheter la gratitude problématique d'un petit voisin qui, pour des motifs d'égoïsme matériel, refuse de rentrer dans son ancien cadre historique.

Exempt, grâce à sa neutralité, des charges très lourdes qu'entraîne, pour un peuple libre, le souci de garantir sa sécurité par l'entretien onéreux d'une armée, le Luxembourg aura toujours de moindres frais généraux de production et

conservera de ce chef un avantage pour sa concurrence au sein de l'Union et hors de ses frontières.

Le vote qu'émettra le Parlement risquera d'exercer une influence peut-être irréparable :

1° Sur le maintien et la prospérité d'une industrie nationale qui, faisant vivre directement trente-cinq mille familles ouvrières, est indispensable à l'économie générale de la Belgique ;

2° Sur l'équilibre économique créé par près d'un siècle de collaboration étroite de toutes les régions du pays ;

3° Sur notre indépendance d'État Souverain quant à la sauvegarde de nos intérêts par la détermination de notre politique douanière, de nos traités de commerce, de nos ententes économiques ;

4° Sur nos finances obérées par la guerre, que seules des compressions énergiques préserveront de la déconfiture.

Chaque mandataire va être appelé à prendre sa part d'une responsabilité redoutable.

Pour nous, c'est avec la conviction raisonnée d'être dans la vérité nationale que nous assumerons la nôtre.

(BIJLAGE BIJ HET VERSLAG N^o 23)

Goedkeuring van de Overeenkomst te Brussel, den 25ⁿ Juli 1921, tusschen België en het Groothertogdom Luxemburg gesloten en waarbij een Economisch Verbond tusschen beide landen opgericht wordt.

NOTA VAN DE MINDERHEID.**Algemeene beschouwingen over de economische eenheid van België.**

Het ontwerp van Tolverbond, dat aan de beraadslaging van het Parlement is onderworpen, is een der ernstigste vraagstukken dat wij sedert den wapenstilstand hadden te onderzoeken. De beslissing die de Kamer zal treffen, na een zeer aandachtig en objectief onderzoek, door dit gewichtig vraagstuk vereischt, zal van buitengewonen invloed zijn, met misschien blijvende gevolgen, voor de toekomst van ons land.

Men mag er dus geen enkel oogenblik aan denken dit vraagstuk te beschouwen van het enge standpunt uit der private belangen, hoe eerbiedwaardig die ook zijn; zelfs ook niet van het standpunt uit der bijzondere en particuliere belangen van eenige streken, wanneer deze belangen in strijd zijn met deze van het land in zijn geheel genomen.

Het nationaal belang, dat al de andere beheerscht, treedt hier alleen op den voorgrond. Over dit beginsel zijn onze gedachten en onze gevoelens dezelfde als deze van onze geachte collega's, voorstanders van de Overeenkomst die onlangs met eene zwakke meerderheid, na lange besprekingen, werd aangenomen door de Luxemburgsche Kamer.

Maar er dient duidelijk gezegd te worden wat het nationaal belang vergt, en nauwkeurig bepaald of de voorgestelde Overeenkomst gunstig, onverschillig of nadeelig is aan dit belang.

Eene grondige en onpartijdige studie van het vraagstuk heeft ons tot de stellige overtuiging gebracht dat deze Overeenkomst, indien zij aanvaard wordt, niet enkel nadeelig, maar werkelijk eene ramp zal zijn voor het economisch bestaan van België.

Om de gronden van onze vrees en van onzen alarmkreet duidelijk in het licht te stellen, willen wij er hier op wijzen dat de vorming of de bijna definitieve vaststelling der groote moderne West-Europeesche Staten over het algemeen samenviel met de opkomst van het machinisme in de nijverheid, dat de vroegere productievoorwaarden ten gronde wijzigde. België heeft namelijk zijne onaf-

hankelijkheid bekomen in dit tijdperk, toen de technische toepassingen van den stoom de macht van de groote hedendaagsche nijverheid voorbereidden, waarvan men het verdwijnen zich niet kan voorstellen zonder rampen.

Iedere streek van het land heeft medegewerkt aan de geleidelijke ontwikkeling van de nationale gemeenschap door het aanvaarden en het verbeteren van alle bedrijfsvermogens die het best beantwoordden aan hare natuurlijke hulpmiddelen, aan hare aardrijkskundige ligging, aan hare eenwenoude overleveringen, aan de ingeboren eigenschappen en de verworven hoedanigheden van hare inwoners. Ofschoon deze aanpassing was voorbereid door een lang gemeenschappelijk bestaan onder verschillende tijdvakken, geschiedde zij niet zonder schokken, waarvan sommige zeer pijnlijk waren. Meer dan eene oude nijverheidsonderneming ging ten onder, daar zij niet op kan tegen mededingers, zelfs hier in 't land, die door de omstandigheden begunstigd werden.

Maar geleidelijk aan is daaruit eene steeds vollediger overeenstemming voortgesproten die de onderdeelen tot een geheel hebben versmolten en vermengd, en een evenwichtig België hebben tot stand gebracht. Hier was het de landbouw, daar de weverijen en de fabrieken, verder de ijzer- en glasnijverheid, die in de nabijheid der koolmijnen waren gelegen. Zoo heeft iedere streek haar bijzonderen arbeid, hare eigen oorspronkelijkheid, maar ieder afzonderlijk heeft al de andere noodig, geene zou buiten de andere kunnen leven, het verval van de eene zou de verarming van het geheel met zich slepen, en zou het evenwicht schokken dat door het verduidelijkt werk van den tijd is tot stand gekomen. Wanneer men er goed wil over nadenken is het juist dit feit, dat, trots de soms zeer groote meeningsverschillen en de vaak verkeerd opgevatte, slecht uitgedrukte en slecht begrepen eischen, de onaantastbare eenheid van het Vaderland uitmaakt: onze lotsbestemming wordt saamgehouden door den soeverainen wil der natuur, en door de oppermachtige samenhoorigheid van een verleden waarvan niets het werk kan verwoesten.

Maar deze eenheid zelve legt ons zware verplichtingen op. Wij mogen er de hand niet aan steken, op gevaar af ze te breken, al haalde men dan ook als reden aan ze te willen uitbreiden door de toevoeging van nieuwe factoren.

In deze veronderstelling moet men voorzeker niet *a priori* de oplossing van eene uitbreiding verwerpen. Deze moet worden onderzocht met eene nauwgezette aandacht, met de voorzichtigheid, het doorzicht en de kalmte, die de groothed van de natie en de plicht ongeschonden hare levenskracht te handhaven, opleggen aan de tijdelijke vertegenwoordigers dier natie, welke de eeuwen door te leven heeft. De vraag die voor hen oprijst is, te weten of het toelaten tot den gemeenschappelijken haard van vreemdelingen die hunne aanvaarding of hunne aanwezigheid vragen als bestendige gasten, niet leiden kan, zelfs zonder dat het de verhoopde voordeelen bijbrengt, tot voortdurende ontreddering en tot onherstelbare vernietiging van het vroegere evenwicht.

Plicht gebiedt ons soms in bevestigenden zin te stemmen zonder eenige aarzeling. Het Fransche Parlement heeft bij voorbeeld zelfs geene bijzondere beslissing getroffen inzake den terugkeer van Elzas-Lotharingen. Deze terugkeer was een vanzelfsprekend feit en daar was niet over te beraadslagen. In 1871 had de

Duitsche overwinning, met de annexatie van de twee provinciën die sedert zoo lang waren ingelijfd bij de Fransche Natie, voor gevolg dat zij Frankrijk in zoodanige mate trof dat dit land zijne economische politiek daardoor heel en al had te wijzigen.

Thans ook zal de terugkeer van deze uiteraard industriele gewesten aan Frankrijk eene radicale verandering in zijn tolstelsel opleggen. Wij kunnen gerust zeggen dat die weder-aanpassing aan particuliere en gewestelijke belangen zal schaden. Maar het openbaar welzijn eischt dit offer. Niemand zou er durven over klagen, en zeker niet het verwerpen ervan voorstellen uit eigenbelang. Het is eene overgangscrisis die men verdragen moet, en waaruit het land binnen enkele jaren een grooter stoffelijk welzijn en een glansrijker zedelijk voordeel zal trekken.

Zal hetzelfde gebeuren met de door ons voorgenomen Overeenkomst? Luxemburg wil zijne Staatssoevereiniteit behouden, en België is te eerlijk om ooit zijn gegeven eerewoord ten aanzien van een naburig en bevriend land te vergeten. Het komt er dus in de eerste plaats op aan eene zaak af te sluiten waarbij het eene gevaarlijke dwaasheid zou zijn het hart te doen medespreken. Wij moeten erkennen dat de Luxemburgsche Kamer er wel voor gezorgd heeft niet eene dergelijke vergissing te begaan. Zij heeft enkel besproken de economische voor- en nadeelen van het verdrag met het oog op de Luxemburgsche belangen.

Zij heeft ons ook een wijs voorbeeld gegeven. Laten wij ons niet misleiden door abstracte en uiteraard zeer betwistbare beschouwingen. De tekst van de Overeenkomst, het verlangen van de eenen en de waarborg van de anderen wat betreft de wederzijdsche politieke zelfstandigheid beperken streng het terrein van het debat : nog eens, wij staan hier tegenover eene zaak, een contract van vennootschap op termijn, voor duidelijk afgeleide doeleinden.

Wij moeten dus onderzoeken wat elk van beide in deze vennootschap aanbrengt. Welk is het deel van België? Geheel zijn financieele, economische, politieke macht. Ons land legt zich zelf offers op die jaarlijks millioenen zullen bedragen. En Luxemburg? Het brengt ons, als vergoeding voor eene onbeduidende binnenlandsche markt, ten andere gericht naar Elzas-Lotharingen waartegenover een begunstigd stelsel wordt aangenomen, zijne metaalproductie, die door onze zorg op de markt, op onze markt, moet gebracht worden, en eene nadeelige mededinging in het leven roept voor onze eigen nijverheidsproducten, welke wij reeds zoo moeilijk uitgevoerd krijgen in normale tijden. Zoo is die zaak niet enkel middelmatig, zij is slecht, zij is een ramp, zij is eene bedriegerij, die ons, vreezen wij maar al te zeer, duur zal te staan komen.

Men beweert dat de Paritaire Commissie voor zending zal hebben het herstel der gelijkheid tussehen beider nijverheid. Wij zijn echter overtuigd dat hare pogingen tot mislukking zijn gedoemd, daar zij aan de letter en aan den geest der overeenkomst gebonden ligt, en de Luxemburgers er gebruik zullen van maken om hunne superioriteit te verdedigen. Dank aan ons zullen zij hunne voortbrengsels aan den man brengen terwijl wij met de onze zullen blijven zitten zoolang eene Luxemburgsche ton beschikbaar blijft.

Wij kennen het antwoord op die opmerking waarvan evenwel de juistheid

niet wordt geloofend. « Indien onze nijverheid niet met gelijke wapens mag strijden, is zij onvermijdelijk tot ondergang gedoemd, en, naar men beweert, zullen de bewerkers, die grondstoffen noodig hebben aan den voordeeligsten prijs, er zich niet over beklagen. »

Zal België nagenoeg met licht gemoed eene nationale nijverheid in gevaar brengen en veroordeelen voor welker herstel bijna een milliard door de Schatkist werd uitgegeven?

Beter ware het geweest, zoo men toch vanzins was deze aan den ondernemingsgeest van een mededinger, die van den oorlog niet geleden heeft, over te laten, ze verwoest, geruïneerd en dood te laten liggen en geene honderden millioenen te besteden om ze weder op te richten, om ze daarna eenvoudig eene tweede maal te vernietigen.

Men maakt misbruik van de opinie der bewerkers. Voor het meerendeel hebben deze de nationale metaalnijverheid gesteund. Vooreerst omdat zij zelf worden bedreigd door de ontwikkeling, in het Groothertogdom, van de verwerkingsnijverheid. En dan, omdat zij zeer goed begrijpen dat, zoo de Belgische metaalnijverheid wegviel, zij van het Luxemburgsche monopool zouden afhangen in plaats van zooals thans uit de mededinging der twee industriën voordeel te trekken.

De onze is dus ernstig bedreigd. Verdwijnt ze niet geheel — en die verdwijning is niet onwaarschijnlijk — dan zal zij toch hare uitbreiding gefnuikt zien en zal zij op krukken voortspringen, zonder vooruit te kunnen, flauw en ziekelijk en verkwijnend. Welnu de Overeenkomst zal de deelgenooten slechts hoogstens voor eene halve eeuw verbinden. En dan nog mag er voor dat uiterste tijdstip worden aan verzaakt. De Luxemburgers zien zonder geestdrift een akkoord waartoe de noodzakelijkheid hen dwingt, terwijl zij op iets anders gesteld waren. Zoo de omstandigheden keerden, zouden zij dan geen lust krijgen om druk op ons uit te oefenen ten einde van hun woord te worden ontslaan?

Met een woord, eene minnelijke scheiding dient voorzien, welke er ook het tijdstip voor zij. En dan loopen wij gevaar ons binnen onze eigen economische grenzen terug te vinden, na verlies onzer ijzernijverheid welke zou zijn opgeslorpt door onzen gewezen deelgenoot, die andere banen zou op gaan. Met het huidige evenwicht, de grondslag van de vaste eenheid van het land, zou het uit zijn zonder hoop op wederherstelling. Want trapsgewijze zullen de kapitalen verzwonden zijn, en de handenarbeid langs alle kanten verspreid. De geheele economie van het land zal er mede ontredderd zijn, aangetast door eene crisis wier uitslagen onafzienbaar zijn.

De ongelukkiglijk slechts al te aannemelijke veronderstelling van een dergelijke uitkomst schrijft ons onze zienswijze en onze motie voor. 't Is uit naam van het nationaal belang dat wij onze achtbare collega's uitnoodigen rijp te overwegen vooraleer eene beslissing te nemen die zulke zware gevolgen in zich draagt. Zoo Luxemburg, zooals Elzas-Lotharingen, tot het vroegere vaderhuis terugkwam, zou het nationaal belang een ander uitzicht aannemen, en verscheidene onderteekenaars dezer nota zouden niet aarzelen dien voortaan definitieven terugkeer toe te juichen. Doch, geplaatst tegenover een partijdig ontwerp dat het land alle lasten

en alle risico's op de schouders legt, dat een tak onzer bedrijvigheid bedreigt die aan ons economisch leven en onze militaire zekerheid onmisbaar is — want de metaalnijverheid is een der grondbestanddeelen van 's lands verdediging — verwerpen zij het met het welberedeneerd gevoel het land nuttig ten dienste te staan en noodigen zij de Kamer uit het niet aan te nemen onder den vorm en in den geest dat het werd neergelegd.

Wij zien af van onze onafhankelijkheid op economisch gebied.

Het ligt in onze bedoeling niet het verdrag in bijzonderheden aan kritiek te onderwerpen.

Wij zullen hier slechts overgaan tot het onderzoek van de voornaamste punten van het akkoord waarop wij de aandacht van het Parlement en van het land vestigen.

Bij de Commissie hebben wij niet alleen den uitleg niet bekomen die ons zou gerust stellen, zoo niet volledig bevredigen, doch collega's hebben verklaard dat er in den tekst van het verdrag ontegensprekelijk dubbelzinnigheden voorkomen.

Een der gewichtigste verwijten dat wij het toewerpen is, dat het op economisch gebied onze soevereiniteit in gevaar brengt. Immers, zoo Luxemburg onze huidige tolwetgeving aanneemt, heeft het zich hoegenaamd niet verbonden de wijzigingen aan te nemen welke wij geraadzaam zouden oordeelen eraan te brengen. In geval van geschil of van oneenigheid heeft, volgens artikel 28, eene der contracteerende partijen het recht tot het scheidsgerecht haar toevlucht te nemen. Dat beteekent dat het geschil door een onzijdigen derde zal geslecht worden en wij dus aannemen onze voornaamste belangen aan de beslissing van vreemden over te laten.

Wel is waar wordt deze interpretatie betwist. Men houdt staande dat in geval van oneenigheid voor wat de tolwijzigingen betreft, het recht van Luxemburg er zich bij beperken zal opmerkingen te maken en te trachten ze te doen gelden bij onze Vertegenwoordigers in den Hooger en Raad der Unie.

Dergelijke interpretatie kan mogelijk na een opervlakkige lezing van het ontwerp der Overeenkomst worden aangewend. Doch ze wordt bij een grondiger studie weerlegd. Ten andere, na de nota van de Belgische Regeering aan de Luxemburgsche, waarvan wij slechts kennis hebben door de lezing welke Staatsminister Reuter er in de Luxemburgsche Kamer heeft van gehouden, kan zij zelfs niet meer onder bespreking komen. Die nota luidt aldus :

« De Belgische Regeering heeft de eer aan de Luxemburgsche Regeering te laten weten dat zij het met haar eens is ten opzichte van de door haar aan artikel 4 van het Belgisch-Luxemburg Verdrag gegeven interpretatie. Voor 't geval dat België voornemens zou zijn wijzigingen te brengen aan de wetten en verordeningen op den toldienst, zou het vooraf het advies inwinnen van den Hoogeren Raad der Unie, voorzien bij artikel 27.

» Mochten de belangen in botsing komen, dan zou de Hoogere Raad der Unie

trachten een terrein voor overeenkomst te vinden. Zoo hij tot den gewenschten uitslag niet geraakte zou de kwestie geregeld worden door middel van onderhandelingen tusschen de twee Regeeringen en, eindelijk, zou het vraagstuk kunnen onderworpen worden aan de uitspraak van het tribunaal door artikel 28 ingesteld. »

De heer Reuter heeft gezegd dat er geen twijfel mogelijk is voor wat de juiste beteekenis van dien tekst betreft. Hij heeft aangedrongen op dat recht van « veto » dat enkel door een scheidsgerecht getemperd wordt :

« De wetgeving mag door de Belgische Regeering enkel gewijzigd worden nadat de zaak onderworpen werd aan den Hoogen economischen Raad om er besproken te worden. De Luxemburgsche afgevaardigden zullen onze bezwaren doen gelden en, gebeurlijk, zal het scheidsgerecht over de onoplosbare moeilijkheden uitspraak doen. »

Enkele redenaars hebben verklaard dat daardoor de Belgische Regeering enkel de verplichting opliep om de Luxemburgsche overheden te aanhooren, doch daarna vrij was wijzigingen naar goedgevallen in te voeren : De heer Reuter verklaart dat die interpretatie op een misverstand berust, daar artikel 21 met artikel 4 moet worden in verband gebracht. « Artikel 4, verklaart de Luxemburgsche Minister van Staat, voorziet anders niet dan de primitieve, eenige en gezamenlijke bekendmaking van al de Belgische schikkingen van kracht op het oogenblik der bekrachtiging van het Verdrag, met uitsluiting van elke toekomstige wijziging... Zoo wij eene zoo gewichtige verplichting op ons hadden genomen als die van het werktuigelijk bekendmaken van al de wijzigingen der Belgische wetgeving, dan moest die verplichting uitdrukkelijk in den tekst van het Verdrag vermeld geworden zijn... *De Hooge Raad heeft, net zooals de gemengde Commissie, enkel een raadgevend karakter, en alleen het scheidsgerecht kan de twee Regeeringen verbinden en de geschillen zonder beroep slechten.* »

Wij zouden de aanhalingen gemakkelijk vermenigvuldigen, doch deze zullen ruim volstaan om te bewijzen dat de heer Reuter geen twijfel koestert nopens de bevoegdheid van het scheidsgerecht; in geval van geschil betreffende om 't even welke wijzigingen aan het huidige tolstelsel, zal dat tribunaal in laatsten aanleg uitspraak doen.

Daaruit vloeit voort dat wij op economisch gebied afstand doen van onze soevereiniteit voor wat onze buitenlandsche betrekkingen aangaat. Deze zullen, bij de gewichtigste vraagstukken, zonder beroep geregeld worden door een vreemde, wiens wil tot onpartijdigheid naar wij hopen boven twijfel zal verheven zijn, zelfs wanneer zijn eigen land er eenig onrechtstreeksch belang bij had; doch die niet te min de meester zal zijn om onze uitbreiding en onze betrekkingen met andere naties te kort te doen. Welnu, men weet genoeg welken invloed in dit tijdperk de economische vraagstukken uitoefenen op de politieke vraagstukken en op de betrekkingen tusschen de naties.

Alleen op zich zelf, zou die draconische bepaling, die onze staatsonafhankelijkheid afschaft, onze vrijheid van optreden daar waar het van bijzonder belang is haar onaangetaast te weten, de verwerping van de voorgestelde overeenkomst moeten medebrengen.

De kloof in het bijzonder verdrag met Frankrijk.

En de Belgische Regeering heeft eene afwijking aangenomen op deze voor onze belangen reeds zoo schadelijke regeling.

Op 14 December laatst heeft de heer Reuter in de Luxemburgsche Kamer verklaard: « Bij den aanvang der Belgisch-Luxemburgsche onderhandelingen hebben wij, op de verklaring van de Fransche Regeering, verklaard dat de onderhandelingen op hand met Frankrijk, met het doel de economische betrekkingen tusschen Luxemburg en Elzas-Lotharingen te regelen, moesten plaats grijpen in tegenwoordigheid van de Luxemburgsche afgevaardigden, die het recht moesten hebben in volle onafbankelijkheid onze belangen te vertegenwoordigen. Die voorwaarde werd aanvaard, en nooit heeft de Belgische Regeering betwist dat wij dat voorbehoud hebben gemaakt. »

Daarna heeft de Fransche Regeering voorgesteld, op zich te nemen niet enkel de betrekkingen tusschen het Groot-Hertogdom en Elzas-Lotharingen, *doch tevens al de vraagstukken welke tusschen Frankrijk en Luxemburg mochten op te lossen zijn.*

De Belgische Regeering heeft het door den heer Reuter gelezen voorbehoud dat zonder het optreden van den Luxemburger Staatsminister ons nog onbekend zou zijn, officieel beaamd. Die brief luidt :

« Aangaande de kwestie der regeling van de economische betrekkingen tusschen Frankrijk en Luxemburg, kan de Regeering van Z. M. den Koning niet anders dan de verklaring op 24 September laatst van den heer Lejeune aan den heer Reuter bevestigen. De Luxemburgsche afgevaardigden zullen aan de onderhandelingen met Frankrijk deelnemen ten zelfden titel en met dezelfde volmacht als de Fransche en de Belgische afgevaardigden. Die schikking wijkt af van artikel 5 van het verdrag van 25 Juli 1921. »

De heer Reuter, dien brief uitleggend, heeft er bijgevoegd : « Daaruit volgt dat de overeenkomst met Frankrijk niet zal gesloten worden door België in naam van Luxemburg, doch door Luxemburg zelf in eigen naam en dat bedoeld verdrag, zooals al diegene welke de Regeering, in naam van het Land, zal sluiten, door de Kamer dient goedgekeurd te worden. »

Vanzelf zegt men, dat de Belgische afgevaardigden het recht zullen hebben, in voorkomend geval, zich te verzetten tegen eene Franco-Luxemburgsche overeenkomst die, om eene welkdanige reden, voor België schadelijk zou vallen. Doch dan zullen onze afgevaardigden voet voor voet de Fransche en de Luxemburgsche moeten bestrijden. Dikwijls eindigt men, in dergelijke gevallen, met onderlinge toegevingen waarvan men niet steeds al de gevolgen kan voorzien.

Deze *niet in het ontwerp van overeenkomst opgenomen* afwijking is dus gevaarlijk. Zelfs vernietigt zij een gedeelte van den samenhang van het ontwerp, vermits het waarschijnlijk is dat, uit dien hoofde, de economische betrekkingen tusschen Frankrijk en Luxemburg met de franco-belgische verschil zullen opleveren.

Zoodus, het is een Verbond dat begint met eene verschillende behandeling

in de betrekkingen met eene derde macht. Het is niet volledig. Er is eene leemte in. Is het noodig den nadruk te leggen op het gevaar dat het onlogische van dezen toestand medebrengt?

De Paritaire Commissie en de levensbelangen der metaalnijverheid.

Artikel 3 voorziet de geheele en volledige gelijkheid der burgers van beide Staten op economisch gebied.

Niettemin wordt door gemeld artikel bepaald : « Ten einde echter de belangen der nationale metaalnijverheid van beide landen te vrijwaren, zal eene paritaire commissie een juist evenwicht zoeken te verkrijgen in de verreichten tot bevoorrading in grondstoffen en tot afzet der voortbrengst. In geval van oneenigheid, zal dit juiste evenwicht worden tot stand gebracht door tariefmaatregelen te bepalen door het in artikel 28 voorziene Scheidsgerecht.

» Voor de bevoorrading in brand- en andere grondstoffen moeten beide landen op een voet van volkomen gelijkheid worden gesteld. »

Wij hebben tot dus verre vuichteloos getracht duidelijk en afdoende verklaringen te bekomen over de juiste beteekenis van deze woorden.

Wij vragen dat de Regeering het Parlement zoude voorlichten, op duidelijke wijze, over de volgende vragen :

1° Moeten wij het voorbehoud, gemaakt voor de metaalnijverheid, beschouwen als eene afwijking van het beginsel van gelijkheid dat in het artikel wordt gehuldigd?

2° Zal de Belgische metaalnijverheid haren vroegeren toestand gehandhaafd zien door de uitsluitende toepassing van gunsttarieven en van eender welk anderen maatregel, ware het zelfs van het behoud eener onrechtstreeksche premie op den uitvoer? Kortom, zal de onderscheidenlijke toestand van ieders nijverheid behouden blijven in de verhouding tot de bijzondere voorwaarden van elk van beide in 1914, zooals de Regeering het bij herhaling uitdrukkelijk heeft beloofd?

3° Heeft de Paritaire Commissie, krachtens de bespreking tusschen de onderhandelaren van beide Staten, het recht en de bevoegdheid eene dusdanige afwijking van het algemeen beginsel van het Verdrag vast te stellen? Zou het Scheidsgerecht in voorkomend geval deze afwijking moeten opleggen door toepassing van differentieele tarieven zoowel voor het binnenland als voor den uitvoer?

4° Zouden de Belgen, in geval van gelijke verdeling der kolen en cokes, verplicht zijn aan de Luxemburgers een deel af te staan van den beschikbaren voorraad van het land, in verhouding tot de behoeften van het verbruik?

Deze verduidelijking en deze toelichting, wat betreft de reeds getroffen verbin-tenissen, zijn, wij herhalen het, volstrekt noodzakelijk.

Het vraagstuk der Spoorwegen en onze Financiën.

Artikel 24 betreft de spoorwegquaëstie : De exploitatie van het geheele Luxemburgsche spoorwegnet met normaal spoor zal het voorwerp uitmaken

eener schikking tusschen beide landen, ten einde gezegde uitbating, met de medewerking van de « Société luxembourgeoise Prince-Henri », te verzekeren. »

Zoo echter deze overeenkomst, waarvan de Kamer, hopen we, kennis zal krijgen, niet wordt gesloten binnen den termijn van zes maanden na de onderteekening van de Overeenkomst, zal de Belgische Regeering, wanneer de Luxemburgsche Regeering daartoe den wensch uit, het bedrijf van de « Guillaume-Luxembourg » in handen nemen door de zorgen van het Beheer van den Belgischen Staat aan de huidige voorwaarden.

De Belgische Regeering zal behalve de som van 250,000 frank, die zij jaarlijks aan de Luxemburgsche Regeering heeft te betalen, aan deze laatste in Belgische franken eene jaarlijksche som betalen van 3,866,400 frank als pachtsom verschuldigd aan de « Société Guillaume-Luxembourg ».

Gedurende een jaar, te rekenen van de overname der exploitatie door den Belgischen Staat, zal de Luxemburgsche Regeering gemachtigd zijn te verklaren dat zij voor de helft of voor een geringer geleelte in de uitgaven dezer exploitatie wenscht tusschen te komen, mits het aanbrengen der overeenkomstige kapitalen.

Ten slotte zal een definitief stelsel door eene overeenkomst tusschen de twee Staten tot stand gebracht worden. Alleen eene beslissing van het scheidsgerecht zal een eind kunnen maken aan het voorloopige stelsel van exploitatie.

Uit dit alles volgt :

1° Dat Luxemburg de te betalen som en de pachtsom verschuldigd aan de « Guillaume-Luxembourg » zal trekken, en beide worden betaald door België;

2° Dat Luxemburg in de exploitatie slechts zal tusschenkomen wanneer het daarin eenig zeker voordeel vindt ;

3° Dat, vermits dit niet het geval zal zijn binnen lange jaren, België de tekorten zal te dragen hebben voortvloeiend uit de exploitatie en uit de nieuwe toerusting der lijn. Deze kosten worden geschat, door mannen die geen enkele reden hebben om ze te overdrijven, op twintig millioen per jaar, met inachtneming van de toepassing der nieuwe wetten. De Belgische Schatkist zal deze som moeten betalen in dezen zoo zwaren tijd wanneer strenge besparingen eene absolute noodzakelijkheid zijn.

Hoelang zal dit voorloopig stelsel duren? Niets duidt het aan. De heer Reuter meent dat het vijf jaar zou kunnen duren. Nemen wij dien termijn aan, dan zal voor dit punt alleen de uitgave voor de Belgische financiën honderd millioen bedragen, ongerekend de kosten die het stelsel, dat later het voorloopig stelsel moet vervangen, zal medebrengen. Hier ook eischt de voorzichtigheid van ons dat wij op onze hoede wezen.

Heeft de Belgische Regeering het recht tegenover Luxemburg zoo vrijgevig op te treden voor een belang van bijzonderen en zeer twijfelachtigen aard? Dan wanneer het land, dat gebukt gaat onder de belastingen, eene schuld te dragen heeft die weldra veertig milliard zal bedragen?

Besluit.

Andere, even gewichtige redenen, kunnen gevoegd worden bij die welke wij hebben opgesomd om het ontwerp, zooals het ons wordt voorgesteld, te doen verwerpen. Wij willen enkel de voornaamste aanwijzen, die bij de bespreking zullen worden ontwikkeld :

1^o Verlies voortvloeiend uit het tariefvrije invoeren van Luxemburgsche producten en wijnen ;

2^o Vermindering op de Belgische spoorwégen van de gunsttarieven van het Luxemburgsch vervoer ;

3^o Toekenning aan Luxemburg van ten minste 7 millioen per jaar om de interesten van de leening aan te vullen, daar het Groothertogdom zelf slechts voor 2 t. h. tusschenkomt ;

4^o Voordeelen toegestaan voor de terugbetaling der Marken door Duitschland betaald voor de Luxemburgsche metaal- en landbouwproducten gedurende den oorlog ;

5^o Rechtstreeksche en onrechtstreeksche vermindering der ontvangsten voortvloeiende, ten nadeele van Staat, Provinciën en Gemeenten, uit de vermindering van den bedrijvigheid in de Belgische metaalnijverheid ;

6^o Gevaar dat Luxemburg voor Duitschland zal dienen als de weg naar de industrie, handels- en financiënmarkt van België ;

7^o Aanzienlijke voordeelen toegestaan aan den landbouw van Luxemburg, en erkenning van een protectionism dat voor onze eigen landbouwers eene aanleiding zou zijn om « de gelijke behandeling » als hunne Luxemburgsche collega's te eischen.

Deze redenen volstaan ruimschoots om het Parlement aan te zetten den gevaarlijken weg dien men ons wil doen opgaan niet in te slaan.

Nog eens, men moet vermijden gevoelsredenen te brengen in eene quæstie waarbij de eerste plicht is de levensbelangen van het land te vrijwaren. Nu minder dan ooit bezit dit land de middelen om den grooten heer op politiek terrein te spelen, en dit om de zeer twijfelachtige erkentelijkheid tot zich te trekken van een kleinen geëbuur, die, om redenen van stoffelijk eigenbelang, weigert zijn historischen vorm van vroeger weer aan te nemen.

Ontslaan, dank zij zijne onzijdigheid, van de zeer zware lasten die een vrij land te dragen heeft, om zijne veiligheid te waarborgen, door het dure onderhoud van een leger, zal Luxemburg altijd minder algemeene kosten van productie hebben, en zal uit dien hoofde voor zijne mededinging een voordeel behouden in den schoot van het Verbond en buiten zijne grenzen.

De stemming door het Parlement uit te brengen, zal gevaar loopen een misschien onherstelbaren invloed uit te oefenen :

1^o Op het handhaven en den voorspoed eener nationale nijverheid, welke rechtstreeks levensonderhoud verschaft aan vijf en dertig duizend werklieden-gezinnen en aan den algemeenen gang der zaken in België onontbeerlijk is ;

2° Op het economisch evenwicht, voortgesproten uit eene bijna honderdjarige innige samenwerking van al de streken van het land.

3° Op onze onafhankelijkheid van Soevereinen Staat, betreffende de bescherming van onze belangen door de bepaling van onze tolpolitiek, van onze handelsverdragen en van onze economische overeenkomsten;

4° Op onze door den oorlog zwaar belaste financiën; welke enkel door krachtdadige beperkingen kunnen gered worden.

Iedere mandataris wordt geroepen om zijn aandeel te nemen in eene geduchte verantwoordelijkheid.

Wat ons betreft, het is omdat wij logisch overtuigd zijn den weg der Nationale waarheid te bewandelen, dat wij onze verantwoordelijkheid zullen dragen.
